

# Pauvreté généralisée, ressources nationales disponibles et croissance économique

Chapitre

2

## A. Introduction

La pauvreté généralisée qui prévaut dans la plupart des PMA a des conséquences importantes sur le lien entre la croissance économique et la pauvreté. Dans des situations de pauvreté généralisée, des augmentations durables du niveau de revenu par habitant et de la consommation privée par habitant ont des effets très considérables sur la réduction de l'incidence et de la gravité de la pauvreté. Mais la pauvreté généralisée elle-même est une contrainte majeure qui pèse sur la croissance économique durable et sur la transformation structurelle qui sont nécessaires pour que de telles augmentations puissent intervenir. En bref, la plupart des PMA sont pris dans un piège de la pauvreté. Le principal problème qui se pose dans les PMA est de trouver des moyens pour sortir du cycle de la stagnation économique et de la pauvreté généralisée, et de transcrire dans la réalité l'importante possibilité de réduire rapidement la pauvreté par le biais d'une croissance économique et d'un développement durables.

Il est généralement reconnu que beaucoup de pays pauvres sont pris dans un piège de la pauvreté. Le FMI a décrit « le fait que les pays les plus pauvres continuent à ne pas pouvoir sortir du cycle de la stagnation et de la pauvreté est peut-être une des exceptions les plus frappantes aux progrès économiques notoires réalisés au XXe siècle » (FMI, 2000: 36). De même l'OCDE et la Banque mondiale ont fait valoir, dans le document sur le problème du financement du développement des PMA qu'elles ont préparé pour la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, que les PMA sont pris dans « un piège d'équilibre de bas niveau » (OCDE/Banque mondiale, 2001:3). On reconnaît également de plus en plus que ce problème est d'une importance mondiale. Le désespoir et la colère liés à une pauvreté généralisée persistante sont un incubateur de violence qui, comme le montrent les événements du 11 septembre 2001, peut avoir une portée mondiale.

Ce chapitre se penche sur la mesure dans laquelle il serait possible de réduire la pauvreté des PMA et examine à l'échelon national quelques rapports de cause à effet qui font que la pauvreté généralisée empêche de tirer profit des possibilités existantes. Il commence par étudier de plus près dans quelle mesure on peut espérer que l'incidence de la pauvreté dans les PMA diminuera avec l'augmentation de la consommation privée par habitant et des revenus par habitant (section B). Il examine ensuite (dans la section C) un mécanisme central par lequel la pauvreté généralisée mine les conditions pour un développement économique, à savoir les effets que la pauvreté généralisée a sur les sources nationales disponibles. Ce chapitre analyse la façon dont l'incidence de la pauvreté se répercute sur les ressources nationales disponibles pour financer la formation de capitaux privés et des investissements publics, ainsi que pour fournir des services publics essentiels (section D). Il examine également les corrélations complexes entre la pauvreté généralisée, la croissance démographique et la dégradation de l'environnement, qui conduisent dans un certain nombre de PMA à une spirale descendante qui érode ressources naturelles de base, dont les moyens de subsistance de la majorité de la population dépendent (section E).

---

*Dans des situations de pauvreté généralisée, des augmentations durables du niveau de revenu par habitant et de la consommation privée par habitant ont des effets très considérables sur la réduction de l'incidence et de la gravité de la pauvreté.*

---

---

*Mais la pauvreté généralisée elle-même est une contrainte majeure qui pèse sur la croissance économique durable et sur la transformation structurelle qui sont nécessaires pour que de telles augmentations puissent intervenir. En bref, la plupart des PMA sont pris dans un piège de la pauvreté.*

---

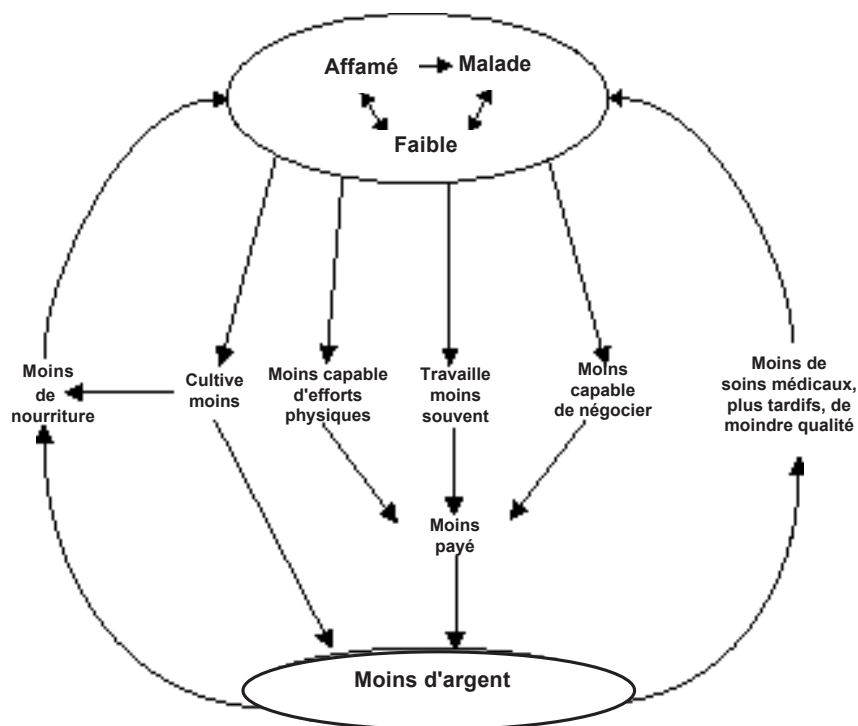
Il convient de souligner d'emblée que la pauvreté généralisée a une incidence sur des institutions et des incitations, telles que les ressources nationales disponibles, et que ces corrélations sont également des mécanismes au travers desquels la pauvreté généralisée entrave la croissance et le développement des PMA. À cet égard, il convient notamment de tenir compte des liens entre la pauvreté généralisée et la nature des institutions du marché, entre la pauvreté généralisée et les capacités des sociétés nationales, et entre la pauvreté généralisée et les systèmes d'administration. Certains PMA sont également pris dans une spirale descendante qui a pour conséquence que la pauvreté généralisée peut conduire à l'instabilité politique et à un conflit armé. Ces interdépendances, bien qu'importantes, sont en grande partie laissées de côté ici, l'objectif étant de se centrer essentiellement sur la question des ressources. Ce chapitre n'aborde pas non plus, à ce stade, les effets des relations internationales sur le cycle de stagnation économique et de pauvreté généralisée dans les PMA, bien qu'ils soient une partie intégrante du piège de la pauvreté (voir encadré 6). Les chapitres 3 et 4 abordent la question de la façon dont le commerce international pourrait renforcer des pays, ou les aider, afin qu'ils puissent sortir du piège de la pauvreté.

#### ENCADRÉ 6. LA NOTION DE PIÈGE DE LA PAUVRETÉ

On peut dire qu'un piège de la pauvreté existe quand la pauvreté a des effets qui agissent comme des causes de pauvreté. Les causes de la pauvreté peuvent être identifiées à divers niveaux d'agrégation, du micro-niveau (les caractéristiques d'un ménage ou d'une communauté), au niveau national (caractéristiques d'un pays) et jusqu'au niveau mondial (la nature de l'économie internationale et de ses structures institutionnelles qui régissent les relations internationales (voir graphique 18). Il est par conséquent possible d'identifier des pièges de pauvreté à divers niveaux d'agrégation.

Le graphique 1 présente des facteurs de pauvreté qui peuvent exister au niveau des individus. Dans ce schéma de causes circulaires, il y a un certain nombre de boucles en retour. Des gens très pauvres sont particulièrement susceptibles d'avoir faim, d'être malades et faibles. Les personnes qui ont faim risquent de tomber malades et d'être faibles. Ces personnes cultivent et travaillent par conséquent moins, elles ont moins d'argent pour acheter de la nourriture ou elles produisent moins de nourriture, et elles ont faim. Elles peuvent aussi avoir moins d'argent pour un

GRAPHIQUE 1. UN PIÈGE DE LA PAUVRETÉ AU NIVEAU DE L'INDIVIDU



Source: Narayan et al. (2000: figure 5.1).

**Encadré 6 (suite)**

traitement médical, et sont par conséquent plus susceptibles d'être malades et faibles. L'infection par le VIH peut faire partie intégrante de ce piège de la pauvreté, et à mesure que le SIDA se répand dans une population, il a de graves conséquences pour toute la société.

Lorsqu'on passe à un niveau d'agrégation plus élevé, il est évident que des régions d'un pays peuvent également être prises dans un piège de la pauvreté. Un aspect d'un tel piège peut être l'isolement par rapport aux principaux centres d'activité économique au sein d'un pays. Les possibilités de réaliser des affaires rentables peuvent être peu nombreuses, et par conséquent les emplois productifs peuvent faire défaut, en raison de moyens de transport et de communication médiocres avec ces centres. Mais le bas niveau de l'activité économique dans une région isolée signifie que les services de transport sont inadéquats et qu'une amélioration de l'infrastructure des transports ne se justifie pas du point de vue économique, ce qui perpétue l'isolement.

Au niveau national, des cercles de causes à effets similaires peuvent exister et avoir pour conséquence que la pauvreté persiste. Un faible revenu va de pair avec un bas niveau d'épargne; un bas niveau d'épargne conduit à un faible taux d'investissements; un bas niveau d'investissements conduit à une faible productivité et à un bas niveau de revenus. La pauvreté conduit à la dégradation de l'environnement, qui à son tour détruit les ressources des pauvres et aggrave la pauvreté. La pauvreté peut engendrer la violence et conduire à un conflit, et la destruction du capital physique, humain, social et organisationnel qui s'ensuit aggrave encore la pauvreté.

Il y a un piège international de la pauvreté quand des relations internationales font partie du processus circulaire de causes qui conduisent à une persistance de la pauvreté au niveau national. Cela signifie non pas que ce sont uniquement des relations internationales qui sont les causes de la pauvreté, mais que ces relations internationales renforcent, plus qu'elles n'aident à le briser, le cercle vicieux de causes cumulatives qui, au sein des pays, font que la pauvreté y est persistante.

Dire qu'il existe un piège international de la pauvreté ne veut pas nécessairement dire que la mondialisation est la cause de la pauvreté. La mondialisation, comprise comme un accroissement des interrelations entre les pays, est importante puisqu'elle implique qu'il n'est logiquement pas possible d'affirmer que la persistance de la pauvreté au niveau national est due uniquement à des facteurs nationaux. Par définition, la mondialisation implique que ce qui se passe au sein des pays est de plus en plus étroitement lié à ce qui se passe ailleurs. Avec la mondialisation un déplacement du cadre d'analyse devient par conséquent nécessaire pour que le piège de la pauvreté aux niveaux national et local soit intégré dans une perspective mondiale.

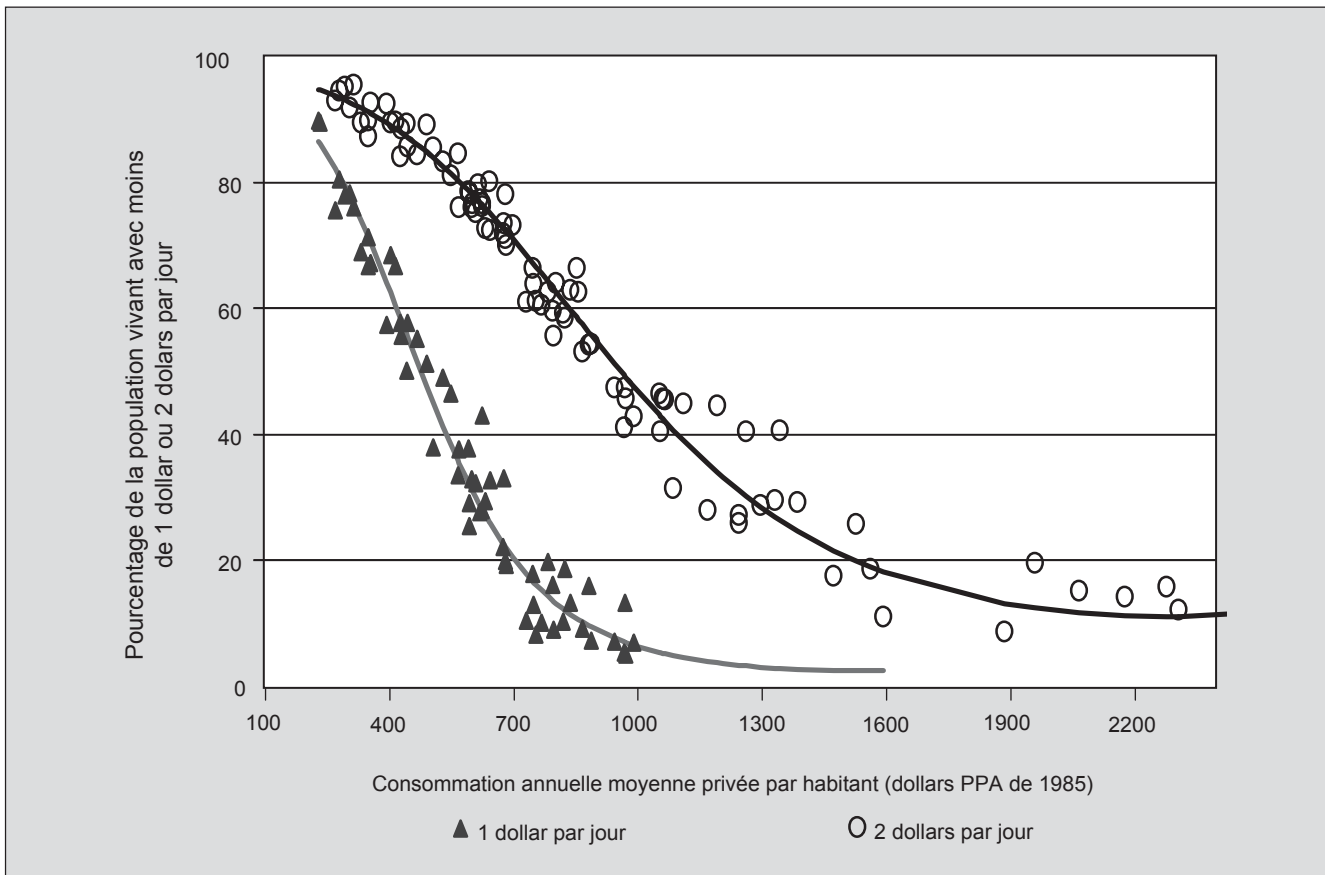
Dire qu'un pays est pris dans un piège de la pauvreté ne signifie pas que les perspectives d'avenir de ce pays sont sans espoir. Il convient plutôt de déceler les liens clés d'un piège de la pauvreté à des fins politiques. Ces liens clés permettent de connaître les boucles de contraintes dont doivent s'occuper les politiques nationales et internationales pour arriver à une réduction durable de la pauvreté. Les facteurs d'un piège de la pauvreté ne fournissent pas une analyse complète des causes de la pauvreté dans un pays, car pour avoir une telle analyse il faudrait savoir comment le piège de la pauvreté est apparu initialement. Mais ces facteurs fournissent une base suffisante pour déterminer les politiques qui doivent être introduites afin de permettre à un pays de sortir du piège de la pauvreté.

D'une façon générale, pour les pays qui souffrent d'une pauvreté généralisée, qui sont pris dans un équilibre de bas niveau ou dans une spirale descendante, un ensemble logique de mesures politiques impliquant la mise en œuvre simultanée de diverses politiques dans plusieurs domaines sera probablement nécessaire. L'objectif fondamental d'un tel ensemble de politiques devrait être de mettre un terme à la spirale économique descendante ou de sortir l'économie de son équilibre de bas niveau. Si le piège de la pauvreté résulte de causes internationales, une politique appropriée doit englober à la fois des politiques nationales et internationales. À elles seules, ni des politiques nationales ni des politiques internationales ne peuvent sortir un pays ou des individus d'un piège de la pauvreté.

## **B. Le lien entre la croissance économique à long terme et la réduction de la pauvreté<sup>1</sup>**

S'il y a un accroissement continu des niveaux moyens de la consommation privée dans les PMA, l'incidence de la pauvreté diminuera considérablement. Ce Rapport estime en effet qu'il existe un lien étroit entre la consommation privée moyenne par habitant et l'incidence d'une pauvreté de 1 dollar et de 2 dollars par jour dans des pays où la consommation privée par habitant annuelle est inférieure à 2 400 dollars (en dollars PPA 1985).

Le graphique 13 expose la nature précise de ce lien. Il présente deux «courbes de pauvreté» qui démontrent comment la part de la population qui vit respectivement avec moins de 1 dollar par jour et moins de 2 dollars par jour

GRAPHIQUE 13. COURBES DE PAUVRETÉ AVEC MOINS DE 1 DOLLAR PAR JOUR ET MOINS DE 2 DOLLARS PAR JOUR<sup>a</sup>

Source : Karshenas (2001).

- a Les courbes de pauvreté montrent le lien entre la consommation privée annuelle moyenne par habitant et la part de la population vivant avec moins de 1 dollar ou 2 dollars par jour dans un échantillon de PMA – et d'autres pays à bas revenu et à revenu faible et intermédiaire. Pour la composition de l'échantillon, voir tableau de l'annexe.

*Les courbes de pauvreté présentent le lien « normal » à long terme entre les niveaux moyens de consommation privée par habitant et l'incidence de la pauvreté des gens vivant avec moins de 1 dollar par jour et moins de 2 dollars par jour ... Les pays qui émergent d'une situation de pauvreté généralisée lorsque la consommation privée moyenne par habitant augmente connaîtront à long terme ces profils de changement.*

varie avec le niveau de la consommation privée annuelle pour un échantillon de pays en développement dans lequel la consommation privée moyenne par habitant va de 270 dollars à 2 400 dollars par année (en dollars PPA 1985)<sup>2</sup>. Les observations sur lesquelles les courbes de la pauvreté sont basées sont des estimations de la pauvreté fondées sur les comptes nationaux. Comme nous l'expliquons dans l'annexe du précédent chapitre, ce sont ces courbes de pauvreté qui ont été utilisées pour évaluer la pauvreté prévisible dans les cas où il n'y a pas de données d'enquête sur la répartition de la consommation dans le pays ou pour certaines années. Mais les courbes de pauvreté elles-mêmes sont basées sur les estimations de pauvreté dans les pays et pendant les années pour lesquelles des données d'enquête sur les dépenses de consommation des ménages sont disponibles<sup>3</sup>.

Comme les observations concernent divers pays ayant des niveaux de développement différents, les courbes de pauvreté du graphique peuvent être considérées comme présentant le lien « normal » à long terme entre les niveaux moyens de consommation privée par habitant et l'incidence de la pauvreté des gens vivant avec moins de 1 dollar par jour et moins de 2 dollars par jour. Il s'agit du lien normal en ce sens qu'il correspond à une régularité empirique observée de longue date. On peut raisonnablement conclure que les courbes de pauvreté font apparaître le profil du changement de l'incidence de la pauvreté qui intervient avec le développement<sup>4</sup>. Cela veut dire que l'on prévoit que les pays qui émergent d'une situation de pauvreté généralisée lorsque la consommation privée moyenne par habitant augmente connaîtront à long terme ces profils de changement.

Les estimations de pauvreté du graphique sont basées à la fois sur la consommation privée moyenne par habitant et sur la répartition des dépenses de consommation privée entre les ménages; par conséquent, les profils à long terme du changement de la pauvreté, que présentent les courbes de la pauvreté, tiennent compte des effets des changements « normaux » dans l'inégalité de la consommation privée qui sont intervenus par le passé à mesure que le niveau moyen de consommation privée par habitant et de revenu par habitant augmentait. Le schéma de changement actuel porte à penser que l'inégalité est susceptible d'augmenter dans les pays durant les premiers stades de développement (Karshenas, 2001). Mais en dépit d'une inégalité croissante, les courbes de la pauvreté ne montrent pas seulement que dans des conditions de pauvreté généralisée, un relèvement de la consommation privée moyenne par habitant est nécessaire pour atténuer la pauvreté sur une grande échelle, mais aussi que dans des conditions normales un tel relèvement peut être suffisant.

Il existe certainement des cas qui font exception à ces schémas. Les expériences exceptionnelles dans l'histoire de pays comme l'Afrique du Sud et le Zimbabwe, et le manque de stabilité politique et économique, les inégalités et les pratiques exclusives du passé, montrent toutefois que ces expériences peuvent en fait être la règle. Bien que rien ne garantisse qu'à l'avenir ces trajectoires de croissance de la consommation privée moyenne par habitant et de l'incidence de la pauvreté suivront le même cours que par le passé, il est très probable qu'il y aura toujours un lien étroit entre les deux dans des conditions de pauvreté généralisée.

Le fait que le lien entre la consommation privée moyenne par habitant et l'incidence de la pauvreté est très étroit est démontré par la proximité des observations dispersées qui entourent la courbe de pauvreté moyenne. Une constatation importante du présent Rapport est justement que les estimations de la pauvreté basées sur les données des comptes nationaux sont assez proches de la courbe. Le lien présenté n'est cependant pas linéaire. Cela signifie que le lien entre le taux de croissance de la consommation privée par habitant et le taux de réduction de la pauvreté varient en fonction du niveau de la consommation privée moyenne par habitant d'un pays. En fait, pour n'importe quelle augmentation de 10 dollars de la consommation privée moyenne par habitant, la réduction de la part de la population vivant avec moins de 1 dollar par jour sera la plus élevée dans un pays dont la consommation privée par habitant annuelle est d'environ 400 dollars (en dollars PPA 1985), et la réduction de la part de la population vivant avec moins de 2 dollars par jour sera la plus élevée dans les cas où la consommation privée par habitant est d'environ 700 dollars (en dollars PPA 1985). Une autre conséquence de la forme des courbes de pauvreté est que l'élasticité de la réduction de la pauvreté par rapport à la croissance de la consommation privée (c'est-à-dire du pourcentage de changement de l'incidence de la pauvreté pour une augmentation de 1 % de la consommation privée moyenne) varie selon le niveau auquel est fixé le seuil de pauvreté et selon la consommation privée moyenne par habitant d'un pays. C'est là une image très différente de ce que l'on présume habituellement dans le cadre des discussions sur le lien entre la croissance économique et la pauvreté (voir encadré 7).

Les courbes de pauvreté du graphique 13 montre combien les possibilités de réduire la pauvreté sont considérables dans les PMA si les accroissements de la consommation privée moyenne par habitant sont soutenus pendant une certaine période de temps. Les courbes montrent que:

- Pour un pays dont la consommation privée moyenne par habitant est d'environ 400 dollars par année, on peut s'attendre à ce que 65 % de la population vivent avec moins de 1 dollar par jour. Si la consommation privée moyenne par habitant double et passe à 800 dollars par an, on peut s'attendre à ce que moins de 20 % de la population vive au-dessous du seuil international de pauvreté de 1 dollar par jour;

---

*Pour un pays dont la consommation privée moyenne par habitant est d'environ 400 dollars par année, on peut s'attendre à ce que 65 % de la population vivent avec moins de 1 dollar par jour. Si la consommation privée moyenne par habitant double et passe à 800 dollars par an, on peut s'attendre à ce que moins de 20 % de la population vive au-dessous du seuil international de pauvreté de 1 dollar par jour.*

---

### ENCADRÉ 7. L'ÉLASTICITÉ DE LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ PAR RAPPORT À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

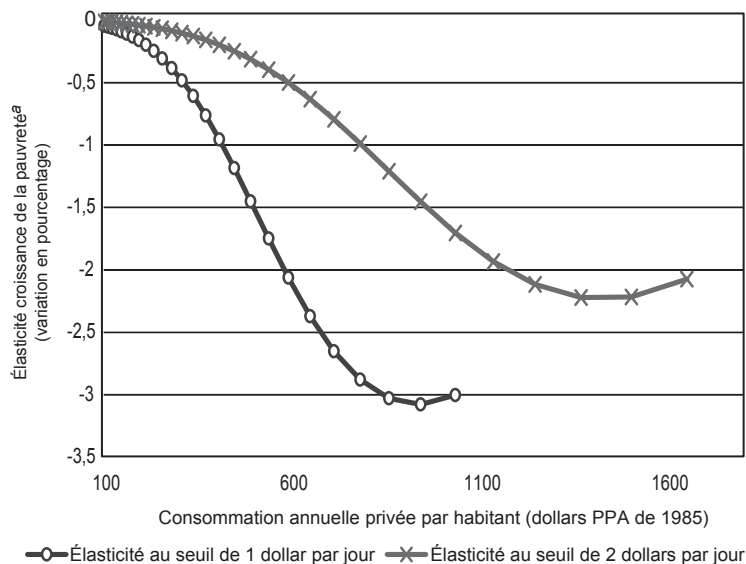
Les estimations globales de l'élasticité de la réduction de la pauvreté par rapport à la croissance économique sont un thème central des discussions actuelles sur le lien croissance-pauvreté dans les pays en développement et aussi dans le cadre d'analyses qui s'efforcent de savoir si les objectifs de la lutte internationale contre la pauvreté seront atteints. De telles évaluations d'élasticité cherchent à déterminer le pourcentage de changement de la part de la population qui vit au-dessous du seuil de pauvreté après une augmentation de 1 % du revenu moyen ou de la consommation privée par habitant de l'ensemble de la population. La plupart des évaluations d'élasticité sont basées sur des observations du changement de pourcentage de l'incidence de la pauvreté et du pourcentage de changement de la consommation privée par habitant durant les périodes sur lesquelles ont porté deux enquêtes successives auprès des ménages sur la répartition du revenu ou de la consommation dans un pays. De telles observations sont faites pour un grand nombre de périodes d'enquêtes et de pays, et l'élasticité est estimée au moyen d'une analyse par régression qui spécifie le lien moyen pour tout l'échantillon. Les résultats sont en général présentés comme une valeur fixe ou unique d'élasticité pour tout l'échantillon. Ces résultats varient toutefois sensiblement selon l'échantillon particulier des pays choisis, ainsi que selon les seuils et les mesures de pauvreté adoptés.

Par exemple, Ravallion et Chen (1997) donnent des évaluations de l'élasticité de l'accroissement du revenu-incidence de la pauvreté allant de -0,53 à -3,12 pour divers seuils de pauvreté et échantillons, en se basant sur les moyennes de consommation issues d'enquêtes auprès des ménages. Dans la langue courante, cela signifie qu'avec chaque pour cent d'accroissement de la consommation moyenne privée, la proportion de la population vivant dans la pauvreté diminuera entre un demi (0,53) et trois (3,12) pour cent. En utilisant des méthodologies similaires, la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (1999) est arrivée à des mesures de l'élasticité de l'accroissement du revenu – réduction de la pauvreté par habitant en Afrique de -0,92 et de -0,85. En revanche, Ravallion, Datt et van de Walle (1991) arrivent, avec des calculs basés sur l'accroissement de la consommation par habitant, à des élasticités de la réduction de la pauvreté de -2,2 pour les pays en développement et de -1,5 pour l'Afrique subsaharienne. Et les études de ce genre sont assez nombreuses. En général, quand la croissance a un effet faible sur la pauvreté, on présume que cela est dû aux grandes inégalités, ou à l'aggravation des disparités de la répartition des revenus, et les politiques de la réduction de la pauvreté devraient par conséquent être centrées davantage sur l'inégalité que sur la croissance.

La question qui se pose toutefois lorsqu'on étudie la forme des courbes de pauvreté de 1 dollar par jour et de 2 dollars par jour du graphique 13 est la suivante: quelle signification peut-on donner à une évaluation d'élasticité globale pour un groupe de pays ayant des niveaux de consommation privée par habitant différents? La forme fortement non linéaire du lien entre l'incidence de la pauvreté et le niveau moyen de consommation privée par habitant qui apparaît clairement dans les courbes de pauvreté à long terme démontre que l'on devrait accueillir avec circonspection des mesures globales qui portent à penser que l'élasticité est fixe (par exemple, Collier & Dollar, 2001).

Le graphique 2 ci-dessous est centré sur l'incidence d'une pauvreté de 1 dollar par jour et de 2 dollars par jour et estime les élasticités de réduction de la pauvreté pouvant être escomptées avec la croissance de la consommation privée par habitant en prenant une courbe de pauvreté à long terme. On se rend compte que l'élasticité dépend essentiellement du seuil de pauvreté choisi ainsi que du niveau moyen de consommation privée par habitant du pays en question. Le graphique permet de se rendre que compte que pour un seuil de pauvreté de 1 dollar, les élasticités croissance - pauvreté peuvent aller de -0,5 environ -3,0. Dans la langue de tous les jours cela signifie que si la consommation privée moyenne par habitant augmente de 1 %, la part de la population vivant avec moins 1 dollar par jour diminuera de 0,5 à 3 %. Pour un seuil de pauvreté de 2 dollars cette diminution peut varier entre -0,5 et juste un peu plus de -2,0.

GRAPHIQUE 2. LIEN ENTRE L'ÉLASTICITÉ CROISSANCE-PAUVRETÉ<sup>a</sup>, LE SEUIL DE PAUVRETÉ ET LE NIVEAU MOYEN DE CONSOMMATION PRIVÉE



a La croissance de l'élasticité de la pauvreté est le pourcentage de changement de la proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté après une augmentation de 1 % du niveau moyen de la consommation privée annuelle par habitant.

L'éventail d'évaluations, qui est la conséquence inévitable de la forme et de la position des courbes de pauvreté, peut expliquer l'instabilité apparente des évaluations d'élasticité et les grandes variations entre les différentes évaluations dont font état diverses études étant donné que l'échantillon du pays et le seuil de pauvreté adoptés varient. Cela explique que l'utilisation d'une élasticité globale à valeur unique pour des groupes hétérogènes de pays en développement, comme cela est devenu courant, induit forcément en erreur. Comme montré ci-dessus, les données de plusieurs pays font apparaître des variations significatives des évaluations d'élasticité selon le choix du seuil de pauvreté et le niveau moyen de la consommation privée par habitant de chaque pays.

Source : Karshenas (2001).

- Pour un PMA moyen d'Afrique où près de 88 % de la population vit avec moins de 2 dollars par jour, et où la consommation privée moyenne par habitant est en général de 1,01 dollar par jour, un doublement de la consommation privée moyenne par habitant réduirait l'incidence d'une pauvreté de 2 dollars par jour à environ 60 %. Néanmoins, si la consommation privée moyenne par habitant augmentait en passant à environ 4 dollars par jour ou environ 1 400 dollars par année (en dollars PPA 1985), on peut s'attendre à ce que l'incidence de la pauvreté de 2 dollars par jour tombe à 24 %;
- Pour un PMA moyen d'Asie où 68 % de la population vit avec moins de 2 dollars par jour et où la consommation privée moyenne par habitant est de 2,21 dollars par jour, un doublement de la consommation privée moyenne par habitant pourrait réduire l'incidence de la pauvreté de 2 dollars par jour à 21 %.

Une implication importante de ces constatations est que l'on peut escompter qu'une croissance soutenue et rapide qui relève les niveaux moyens des revenus et de la consommation dans les PMA ait un impact majeur en réduisant la part de la population vivant avec moins de 1 dollar ou de 2 dollars par jour. L'ampleur des effets est due au fait que la pauvreté est généralisée.

La raison pour laquelle il en est ainsi peut être saisie aisément si une situation de pauvreté généralisée est comparée à la situation classique d'un pays riche où la pauvreté n'est pas omniprésente mais où une minorité de la population est pauvre. Dans les pays riches où la pauvreté ne touche qu'une partie mineure de la population, la croissance économique n'est pas nécessaire et pas suffisante pour une réduction de la pauvreté. Elle n'est pas nécessaire, parce que l'économie a déjà des ressources suffisantes pour permettre l'introduction de programmes de réduction de la pauvreté. Elle n'est pas suffisante, parce que peu importe le niveau élevé des revenus par habitant de l'économie, il y aura toujours des individus ou des ménages qui, en raison de circonstances personnelles ou à cause de déplacements sectoriels ou de fluctuations cycliques de l'économie, tomberont au-dessous du seuil de pauvreté. La réduction de la pauvreté dans telles circonstances dépend de processus sociaux et politiques et implique forcément une redistribution des revenus. L'introduction de divers types de systèmes de bien-être social dans les pays européens après la Seconde Guerre mondiale est un exemple de ce type de réduction de la pauvreté. Les différences entre les taux d'extrême pauvreté observés dans divers pays européens durant la période d'après-guerre s'expliquent plus par les institutions sociales et politiques des pays que par leurs niveaux de revenu par habitant. Des taux de croissance économique élevés peuvent faciliter l'acceptation de politiques de redistribution des revenus, mais il n'y a pas forcément de lien empirique entre des taux de croissance élevés et l'introduction de systèmes de bien-être social plus adéquats dans ces pays.

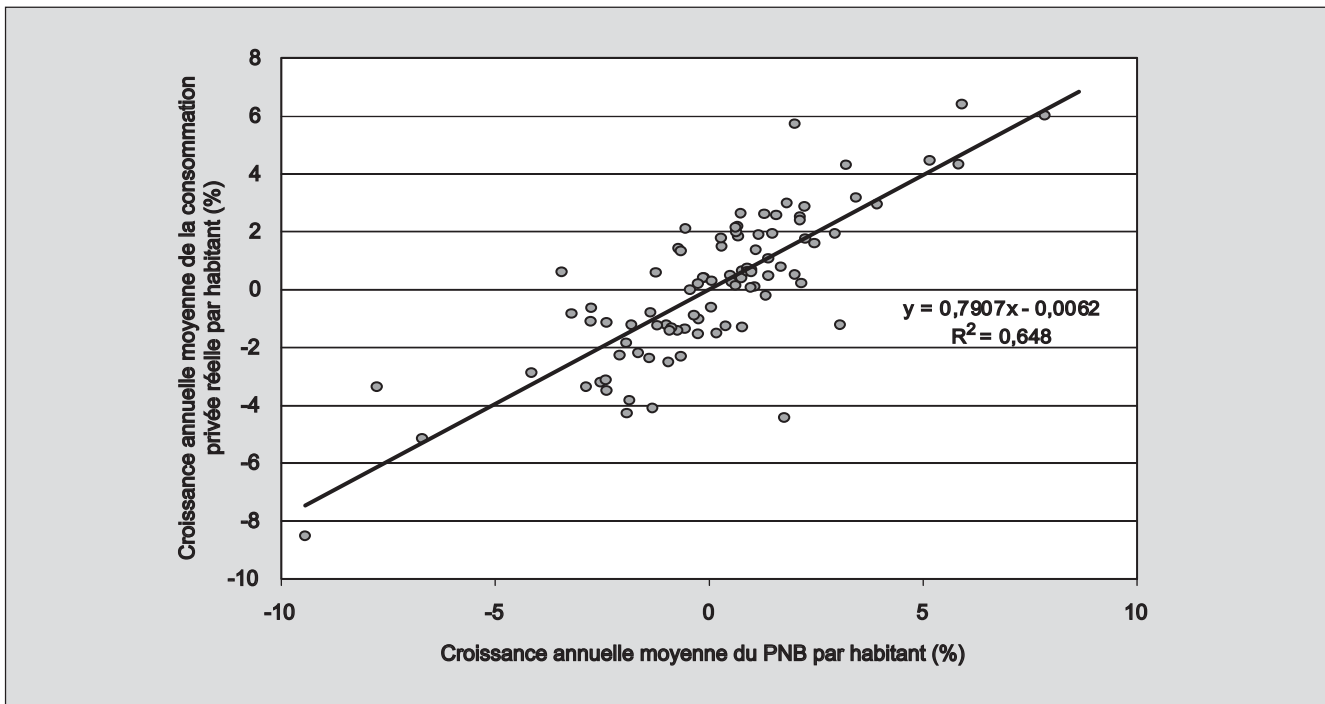
Dans des situations de pauvreté généralisée, au contraire, étant donné que la majorité de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, la croissance et la réduction de la pauvreté sont forcément liées. Les transferts de redistribution peuvent jouer un rôle direct en atténuant les pires aspects de la pauvreté. Néanmoins, la pauvreté généralisée, telle que nous la comprenons, est une situation dans laquelle les ressources disponibles de l'économie, même quand elles sont réparties de manière plus égale, suffisent tout au plus à répondre aux besoins fondamentaux de la population sur une base durable. Dans ces circonstances, la pauvreté ne peut être réduite sur une grande échelle qu'au moyen d'une croissance économique. Ce qui est possible est démontré par les effets remarquables d'une croissance économique rapide et soutenue sur l'incidence de la pauvreté dans ces pays à faible revenu, tout particulièrement en Asie de l'Est, qui, en partant d'une situation de pauvreté généralisée, sont parvenus à une croissance durable.

---

*L'ampleur des effets d'une croissance économique soutenue et rapide sur l'incidence de la pauvreté est due au fait que la pauvreté est généralisée.*

---

GRAPHIQUE 14. LE LIEN ENTRE LA CROISSANCE DE LA CONSOMMATION PRIVÉE ET LA CROISSANCE DU PNB DANS LES PMA DURANT LES ANNÉES 70, 80 ET 90  
(Par habitant, en termes réels)



Source : CNUCED (2000 : graphique 18).

Note : Tendances moyennes décennales durant les années 70, 80 et 90.

---

*La croissance du PNB par habitant et du PIB par habitant est moins étroitement liée à la réduction de la pauvreté que l'accroissement de la consommation privée moyenne par habitant.*

---



---

*Pour n'importe quel taux de croissance des revenus, plus l'accroissement de l'épargne est rapide, et plus l'accroissement de la consommation est lent, et partant plus la réduction de la pauvreté est lente.*

---

Il n'en reste pas moins que diverses conditions doivent être remplies pour que l'image de liens à long terme entre la croissance économique et la pauvreté soit complète.

Premièrement, la croissance du PNB par habitant et du PIB par habitant est moins étroitement liée à la réduction de la pauvreté que l'accroissement de la consommation privée moyenne par habitant. Bien que la consommation privée moyenne par habitant s'accroisse en général quand le PNB par habitant augmente, il y a des variations autour de la tendance normale (graphique 14). C'est ainsi que le lien entre les augmentations des revenus moyens, mesurés par le PNB par habitant, et la réduction de la pauvreté est moins étroit que le lien entre les augmentations de la consommation privée moyenne par habitant et la réduction de la pauvreté. Quand on examine le lien entre les augmentations du PIB moyen habitant (plutôt que de la consommation privée moyenne par habitant) et la pauvreté, le lien croissance-pauvreté deviendra encore plus flou. Il est possible, par exemple, de concevoir des économies dans lesquelles le gros du PNB provient d'enclaves d'exploitations minières appartenant à des étrangers dont l'essor peut avoir très peu d'effet sur les niveaux moyens de la consommation privée des habitants, et partant peu d'effet sur la pauvreté.

Deuxièmement, pour n'importe quel taux de croissance des revenus, plus l'accroissement de l'épargne est rapide, et plus l'accroissement de la consommation est lent, et partant plus la réduction de la pauvreté est lente. Le Rapport de la CNUCED (2000: 33-37) montre que la propension à épargner est forte dans le PMA quand l'économie est en expansion. Cette propension réduit les accroissements des montants consacrés à la consommation privée à mesure que les revenus moyens augmentent. Un corollaire important de cette relation



est que plus le processus de croissance dépend de la mobilisation de ressources intérieures quand les pays émergent de la pauvreté généralisée, plus le taux de réduction de la pauvreté associé à la croissance du PNB par habitant est faible. Le dilemme des avantages et inconvénients à court terme de la mobilisation de ressources internes pour des investissements d'une part, et de la croissance de la consommation privée et la réduction de la pauvreté d'autre part, est moins considérable quand les pays ne dépendent pas totalement de l'épargne nationale, mais ont également accès à l'épargne extérieure.

Troisièmement, des augmentations durables du niveau de vie et des niveaux moyens de la consommation privée dépendent de l'accumulation de capital et de l'acquisition de compétences, de la croissance de la productivité et de l'accroissement des possibilités d'emploi. Ce sont ces causes et effets proches de la croissance économique qui sont importants pour la réduction de la pauvreté. On peut s'en rendre compte en examinant les sources des niveaux de vie dans la perspective d'un ménage (voir encadré 8). L'incapacité d'atteindre des seuils de consommation adéquats est, dans cette approche de micro-niveau, enracinée dans le fait qu'un ménage ne dispose pas des avoirs qui servent de base aux moyens de subsistance, et dans la faible productivité et la faible rentabilité de ces avoirs. Cette image des causes de la pauvreté est loin d'être complète. Mais elle montre que la croissance économique ne réduira pas la pauvreté à moins qu'elle allège ces contraintes qui pèsent sur les possibilités de consommation. C'est ce type de croissance qui est important pour la réduction de la pauvreté.

Quatrièmement, l'inégalité et l'exclusion sont également importants. Le fait que dans des situations de pauvreté généralisée, la réduction de la pauvreté sur une grande échelle n'est possible que par le biais de la croissance économique ne signifie pas que la redistribution des revenus et des avoirs ne joue aucun rôle dans de telles circonstances. On a montré de façon empirique que la redistribution des revenus est plus importante pour la réduction de la pauvreté dans des pays à revenu moyen que dans des pays pauvres (Hagdevrien, van der Hoeven & Weeks, 2001). Les redistributions d'avoirs et de revenus qui renforcent l'efficacité peuvent être importantes pour la réduction de la pauvreté dans des situations de pauvreté généralisée. Il n'en reste pas moins que les redistributions qui accroissent l'efficacité des avoirs et des revenus peuvent servir à réduire la pauvreté dans des situations de pauvreté généralisée. De plus, le comportement de la faible proportion de la population dans les PMA qui est riche peut également être très utile. Comme on l'a relevé dans le Rapport de la CNUCED (1997: 151-176), dans une perspective dynamique, ce qui importe plus que l'inégalité proprement dite est le fait que les riches utilisent leurs hauts revenus et leur richesse, et plus particulièrement réinvestissent les bénéfices, d'une manière qui sert d'appui à l'accumulation du capital et à l'acquisition de compétences, à la croissance de la productivité, au progrès technique, et à la création de possibilités d'emploi pour la majorité de la population.

À mesure que les niveaux moyens des revenus et de la consommation privée de la population dans son ensemble augmentent, il est très probable que certaines régions et certains groupes sociaux ne profiteront pas de cette tendance ascendante. Il y a d'autant plus de chances que tel soit le cas si une partie de la population est victime de discrimination fondée sur le sexe, l'origine ethnique, la race ou le statut social et ne parvient pas à tirer profit des avantages potentiels d'avoirs ou de qualifications, ou à acquérir de tels avoirs ou qualifications. Le risque que certains groupes restent à l'écart peut être réduit par des politiques visant à réduire la marginalisation de ces groupes. Une attention toute particulière devrait également être accordée aux relations entre les sexes et aux besoins économiques particuliers de groupes de personnes

---

*Des augmentations durables du niveau de vie et des niveaux moyens de la consommation privée dépendent de l'accumulation de capital et de l'acquisition de compétences, de la croissance de la productivité et de l'accroissement des possibilités d'emploi.*

---



---

*Le fait que dans des situations de pauvreté généralisée, la réduction de la pauvreté sur une grande échelle n'est possible que par le biais de la croissance économique ne signifie pas que la redistribution des revenus et des avoirs ne joue aucun rôle dans de telles circonstances.*

---

## ENCADRÉ 8. LA GÉNÉRATION DE NIVEAUX DE VIE – UN MODÈLE DE MÉNAGE

Pyatt (2001) a conçu une manière utile de comprendre les facteurs de pauvreté en les examinant dans la perspective d'un ménage particulier. Le graphique 3 résume cet examen des facteurs. À la base du diagramme on trouve les avoirs du ménage, et les droits individuels ainsi que les droits de propriété. Les avoirs d'un ménage sont notamment: a) avoirs matériels détenus individuellement ou conjointement par les membres du ménage, tels que terres, outils de travail, bétail, logement, véhicules de transport et appareils ménagers; b) avoirs individuels, tels que aptitude au travail, qualifications et facultés d'organisation, niveau d'instruction, et bonne santé; c) avoirs financiers sous diverses formes; et d) avoirs sociaux, tels que réseaux de contacts. Les avoirs sont la base du niveau de vie. Mais pour que les avoirs jouent un rôle, divers droits doivent être respectés. Il n'est pas possible de tirer pleinement profit des avantages pouvant résulter de la possession de terres, d'outils ou de locaux d'habitation si les droits de propriété ne sont pas respectés. De même, pour être pleinement fonctionnel le capital humain dépend de l'exercice des droits individuels, car la discrimination fondée sur le sexe, l'origine ethnique, la race ou le statut social peut aller à l'encontre des avantages potentiels que représentent des aptitudes et des qualifications.

Le déploiement d'activités de production, ainsi que les activités de procréation, conduisent à l'utilisation des avoirs d'un ménage pour des possibilités de consommation. Dans le présent contexte, ces activités consistent à élever des enfants et à prendre soin de la génération plus âgée qui n'est plus en mesure de subvenir à ses besoins sans une certaine aide. Si le ménage peut subvenir lui-même à ses besoins, les facteurs clés qui déterminent la série de possibilités de consommation sont la dimension du ménage et le nombre de personnes à charge, les avoirs matériels dont le ménage dispose par ses droits de propriété privée ou par l'accès à des ressources de propriété commune, et la productivité de ces avoirs. Dans des circonstances plus complexes cependant, les marchés et les gouvernements, en tant qu'institutions, influencent de manière significative les rendements et la productivité de ces avoirs.

Lorsque des ménages accèdent à l'économie monétaire, des gains de productivité provenant du commerce et de la spécialisation deviennent possibles. Cet accès peut être un mécanisme puissant dans des situations où la division du travail est rudimentaire, ce qui est fréquemment le cas lorsque la pauvreté absolue est généralisée. Mais les gains dépendent de l'accès aux marchés des biens et services que le ménage peut produire et souhaite vendre, ainsi que de la façon dont ces marchés fonctionnent.

L'accès à l'emploi est vital pour beaucoup de ménages étant donné que leurs avoirs fondamentaux sont leur capacité de travail; l'existence de possibilités d'emploi et l'organisation des marchés du travail sont par conséquent des facteurs centraux qui influencent le lien entre les avoirs et les activités productives des ménages. L'accès au marché du crédit est également vital pour accroître les avoirs financiers et obtenir des types d'emplois informels plus rentables. De plus, l'accès à des services fournis par les autorités gouvernementales, tels que les soins de santé et les services d'éducation - qui constitue la base pour l'amélioration du capital humain - est aussi important, tout comme l'existence d'une infrastructure matérielle et administrative. Les communautés peuvent aussi jouer un rôle dans la fourniture de ces services.

Une fois que les ménages effectuent des transactions de marché, y compris l'utilisation de services publics, les termes de l'échange du ménage deviennent un facteur déterminant immédiat du niveau de vie du ménage. Il est vraisemblable que ce niveau diffère avec le type d'activités que déploient les ménages. Pour les agriculteurs, ce qui importe est le prix des biens qu'ils produisent par rapport au prix des biens de consommation finale et des services qu'ils utilisent, ainsi que le coût des engrais et des semences. Pour les travailleurs salariés le salaire de base par rapport au prix des produits alimentaires et d'autres biens de base joue un rôle vital.

Enfin, les possibilités de consommation dont dispose un ménage dépendent des transferts. Ces possibilités peuvent s'accroître sensiblement si le ménage devient le bénéficiaire net des transferts, mais elles peuvent aussi devenir plus limitées si les paiements nets servent, par exemple, à rembourser une dette.

Les facteurs examinés jusqu'ici déterminent directement la série de possibilités de consommation. Le graphique 3 montre toutefois que le niveau de consommation réel des membres de la famille dépend des choix effectués parmi des possibilités de consommation qui sont réelles mais que limitent des contraintes. Des questions complexes de répartition au sein d'un ménage peuvent se poser à ce stade. De plus, la dimension et la composition du ménage joueront un rôle déterminant pour les niveaux de vie individuels.

La pauvreté peut être expliquée, dans le cadre du diagramme ci-dessus, comme étant le résultat de diverses contraintes et circonstances qui limitent l'ensemble des possibilités réelles de consommation à un niveau extrêmement bas. Bien que les choix individuels jouent un rôle dans le cadre de ce diagramme, et que des transferts puissent modifier le schéma, les causes fondamentales de la pauvreté peuvent être considérées ici comme étant la grande dimension et la composition du ménage, le manque de qualifications et de compétences, le manque d'avoirs matériels et financiers, la faible productivité, l'accès limité aux marchés, des possibilités d'emploi rémunéré inadéquates, des services publics et des ressources de propriété commune médiocres, des termes de l'échange défavorables pour les biens et services que le ménage achète et vend.

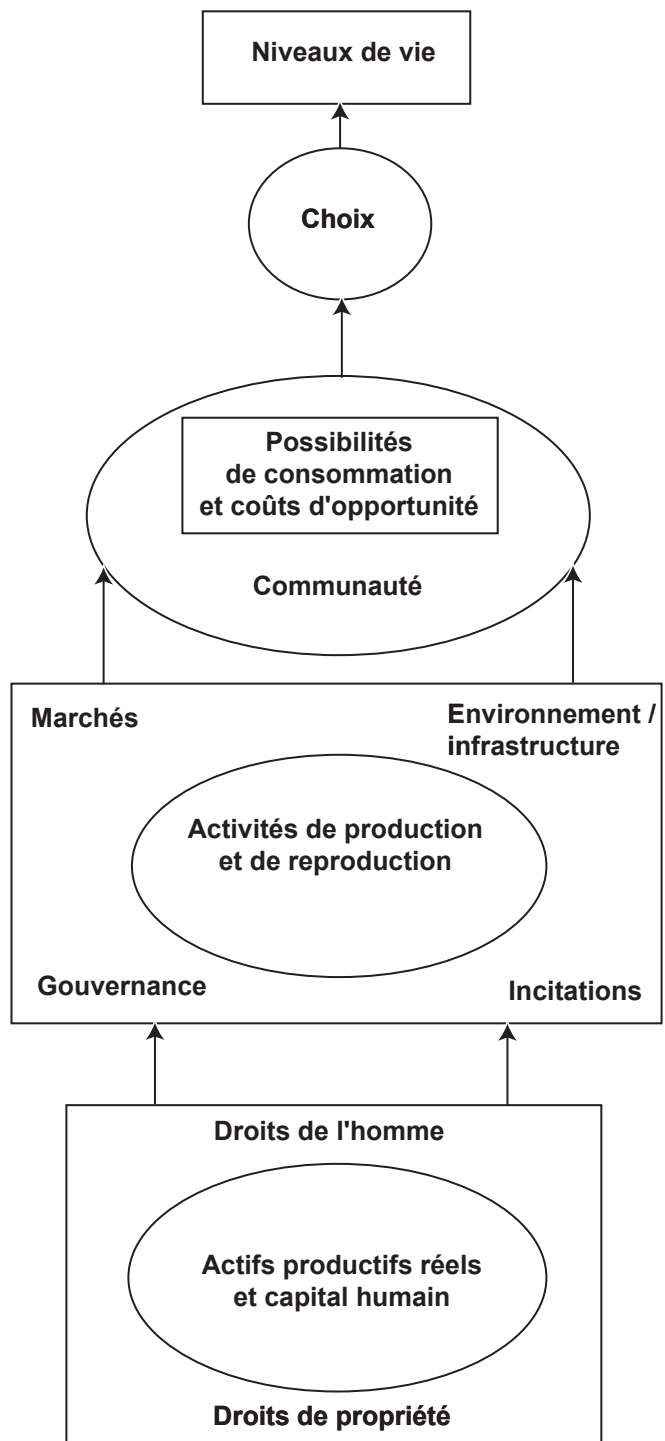
Ces facteurs sont les « causes » de la pauvreté en ce sens que s'ils s'améliorent, les possibilités de consommation du ménage peuvent s'accroître de sorte que les niveaux de consommation se situent au-dessus du seuil de pauvreté. La croissance économique est très étroitement liée à la réduction de la pauvreté dans des situations de pauvreté généralisée car il est nécessaire que de telles améliorations se produisent. La croissance économique déplace les facteurs qui limitent la consommation quand elle est étayée par les processus d'accumulation du capital matériel et humain; elle accroît alors la spécialisation et la division du travail, ainsi que la productivité grâce au progrès technique ou au changement structurel, à l'existence de services publics améliorés et plus complets et au développement de l'infrastructure.

Ce modèle de ménage permet d'avoir une compréhension intuitive du lien entre le processus de croissance d'une économie nationale et la réduction de la pauvreté au niveau d'un ménage. Il faut toutefois relever qu'en tant qu'explication des causes de la pauvreté le modèle de ménage est plutôt limité. Il s'agit d'une approche d'équilibre partiel qui considère les prix, l'accès au marché, etc. comme allant de soi. De plus, ce modèle ne tient pas compte d'autres externalités sociales qui découlent de décisions individuelles du ménage. Pour se faire une idée plus complète des facteurs déterminants de bas niveaux de

**Encadré 8 (suite)**

consommation il faut prendre un cadre économique global dans lequel les ménages, les sociétés, les organisations non gouvernementales et le gouvernement sont autant d'acteurs clés. Ce sont les effets du comportement de chacun de ces acteurs qui déterminent le niveau de vie d'un ménage dans le contexte du commerce international et d'autres aspects de relations économiques internationales.

GRAPHIQUE 3. UNE REPRÉSENTATION SCHEMATIQUE DE LA GÉNÉRATION DE NIVEAUX DE VIE



Source : Pyatt (2001).

économiquement dépendantes telles que les handicapés, les enfants et les personnes âgées.

### C. Pauvreté généralisée, mobilisation des ressources intérieures et bas niveau d'équilibre

Dans des situations de pauvreté généralisée, la croissance économique qui relève les niveaux moyens des revenus et de la consommation des ménages devrait normalement conduire à des réductions de pauvreté considérables. Néanmoins, une autre implication de la pauvreté généralisée est que la pauvreté de ce genre se répercute également sur la croissance. En effet, dans ces situations la promesse d'une réduction rapide de la pauvreté, qui apparaît manifestement dans les courbes de pauvreté représentant le lien normal entre la consommation privée moyenne par habitant et l'incidence de la pauvreté, ne devient pas une réalité précisément parce que la pauvreté généralisée peut avoir un impact négatif sur la croissance.

La pauvreté généralisée limite surtout la croissance économique par ses effets sur les ressources intérieures disponibles. Dans des conditions de pauvreté généralisée, les ressources intérieures disponibles pour financer la formation de capital et fournir les services publics essentiels sont extrêmement limitées. C'est ainsi que les ressources disponibles permettent à peine de fournir le montant de capital matériel nécessaire, les services éducatifs, les services de santé et d'autres formes d'infrastructure sociale et matérielle que requiert l'accroissement de la population. Beaucoup d'économies de PMA sont coincées dans ce genre de situation, que les économistes du développement des années 50 appelaient le « piège de l'équilibre de bas niveau » (Liebenstein, 1957; Nelson, 1956).

Quand le gros de la population gagne moins de 1 dollar ou 2 dollars par jour, on s'attend à ce que la majeure partie du PIB soit consacrée à la satisfaction des besoins les plus essentiels de la vie. Les ressources intérieures disponibles pour financer des investissements, tant privés que publics, et des services publics, y compris l'administration et le maintien de l'ordre public, seront inévitablement très limitées dans ces circonstances. De surcroît, en raison des conditions de vie qui prévalent pour la majorité de la population dans de telles économies, il n'y a qu'un faible potentiel pour accroître les ressources intérieures disponibles devant servir au financement d'investissements et de services publics, à moins que l'économie nationale ne connaisse une période initiale de croissance soutenue.

Le graphique 15 présente les évaluations des ressources intérieures disponibles pour le financement d'investissements et de services publics dans les PMA et d'autres pays en développement<sup>5</sup> durant la période 1995-1999. Ces évaluations correspondent à la différence entre le PIB et la consommation privée, exprimée en tant que pourcentage du PIB. Pour montrer comment la gravité de la pauvreté a une incidence sur les ressources intérieures disponibles pour financer des investissements et des services publics, les PMA ont été subdivisés en PMA pauvres et PMA les plus pauvres. Les PMA les plus pauvres sont les pays où plus de 40 % de la population vivent avec moins de 1 dollar par jour et où plus de 80 % vivent avec moins de 2 dollars par jour. Les autres PMA ont été considérés comme des PMA pauvres<sup>6</sup>. Les ressources intérieures disponibles pour financer des investissements et des services publics dans ces différents groupes sont comparées avec un échantillon d'autres pays en développement pour lesquels les tendances de pauvreté sont décrites dans le chapitre précédent.

Comme on peut s'en rendre compte en étudiant le graphique 15, les ressources intérieures moyennes disponibles pour financer des investissements et des services publics dans d'autres pays en développement correspondent à

---

*La pauvreté généralisée limite surtout la croissance économique par ses effets sur les ressources intérieures disponibles.*

---

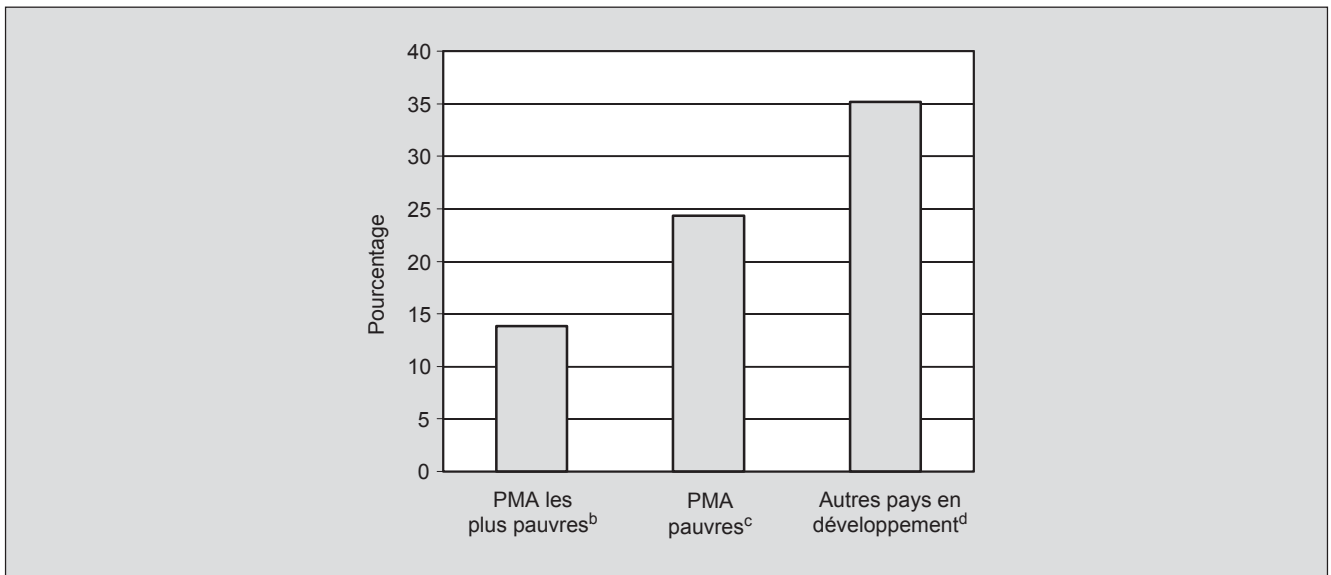


---

*Les ressources intérieures moyennes disponibles pour financer des investissements et des services publics dans d'autres pays en développement correspondent à environ 35 % du PIB. La moyenne des ressources intérieures disponibles pour financer des investissements et des services publics dans les PMA pauvres correspond en revanche à environ 24 % du PIB. Dans les PMA les plus pauvres, elle est inférieure à 15 %.*

---

GRAPHIQUE 15. RESSOURCES FINANCIÈRES INTÉRIEURES DISPONIBLES<sup>a</sup> EN POURCENTAGE DU PIB DANS LES PMA ET D'AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1995-1999  
(Pourcentage)



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, sur la base de Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2001*, CD-ROM.

Note: Les chiffres sont de simples moyennes. Il n'y a pas de données disponibles pour l'Angola, le Libéria, les Iles Salomon, la Somalie et le Soudan.

- a Les ressources intérieures disponibles pour financement sont estimées comme correspondant à la différence entre le PIB et la consommation privée.
- b Le groupe des « PMA les plus pauvres » comprend les pays suivants: Angola, Burkina Faso, Burundi, Comores, Djibouti, Éthiopie, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sierra Leone, Somalie, Tchad, Togo et Zambie.
- c Les groupes des « PMA pauvres » comprend les pays suivants: Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Cap-Vert, Gambie, Iles Salomon, Mauritanie, Myanmar, Népal, République démocratique populaire lao, Sénégal, Soudan et Vanuatu.
- d Les « autres pays en développement » sont: Cameroun, Chine, Congo, Côte d'Ivoire, Égypte, Ghana, Inde, Indonésie, Jamaïque, Kenya, Maroc, Namibie, Nigéria, Pakistan, Philippines, République dominicaine, Sri Lanka, Thaïlande, Tunisie, Turquie et Zimbabwe.

environ 35 % du PIB<sup>7</sup>. La moyenne des ressources intérieures disponibles pour financer des investissements et des services publics dans les PMA pauvres correspond en revanche à environ 24 % du PIB. Dans les PMA les plus pauvres, elle est inférieure à 15 %. Si l'on tient compte du fait que des services publics de base tels que l'éducation, la santé, le maintien de l'ordre public, la vulgarisation agricole et l'administration publique absorbent au moins 10 à 15 % du PIB dans une économie moderne, toutes ces activités ne peuvent guère être financées correctement avec les ressources intérieures.

Les bas niveaux de ressources intérieures disponibles pour financer la formation de capital privé, l'infrastructure publique et les services publics sont dus au fait que les taux d'épargne moyens sont très bas dans les PMA. On peut s'en rendre compte de façon plus directe en comparant dans le graphique 16 les taux d'épargne moyens dans les PMA avec ceux d'autres pays en développement. Pour les PMA pauvres, le taux d'épargne intérieur moyen est d'environ 12 %, soit près de la moitié du taux moyen pour d'autres pays en développement. Dans le cas des PMA les plus pauvres, le taux d'épargne intérieur n'est en moyenne pas supérieur à 2 ou 3 %.

Des taux d'épargne aussi bas ne suffisent même pas pour maintenir intact l'ensemble des richesses dans les PMA, et, à plus forte raison, pour générer la croissance économique. Cela apparaît clairement lorsque l'on compare les taux

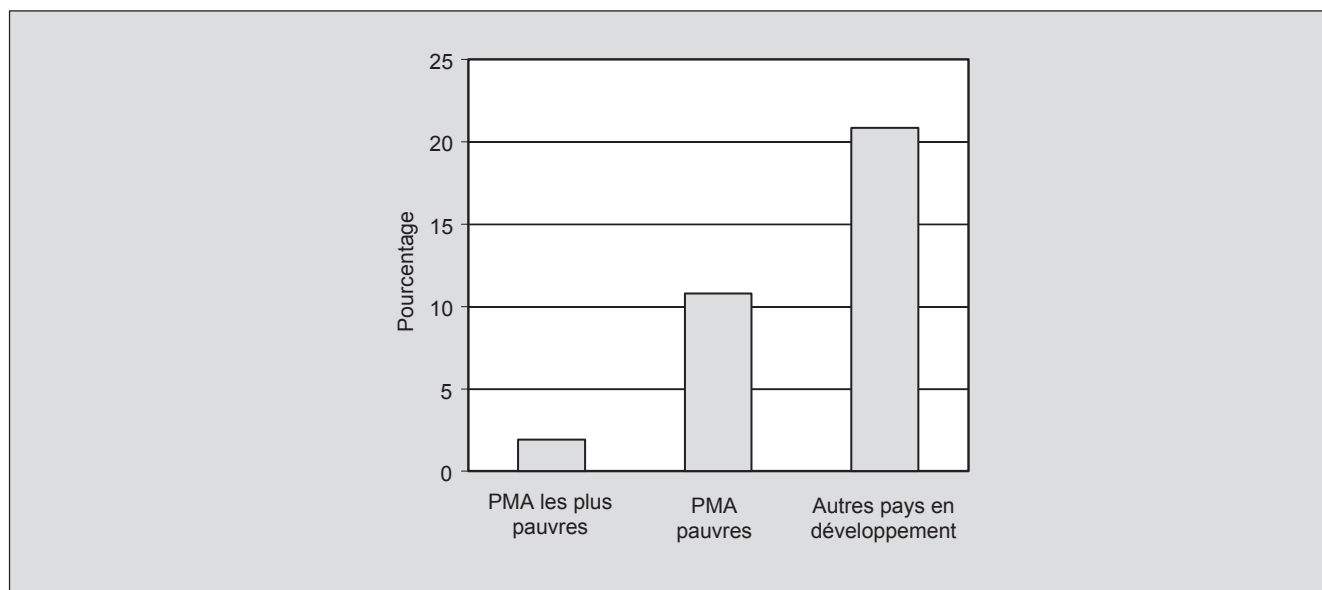
---

*Pour les PMA pauvres, le taux d'épargne intérieur moyen est d'environ 12 %, soit près de la moitié du taux moyen pour d'autres pays en développement. Dans le cas des PMA les plus pauvres, le taux d'épargne intérieur n'est en moyenne pas supérieur à 2 ou 3 %.*

---

GRAPHIQUE 16. ÉPARGNE INTÉRIEURE BRUTE EN POURCENTAGE DU PIB DANS LES PMA ET DANS D'AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1995-1999

(En pourcentage)

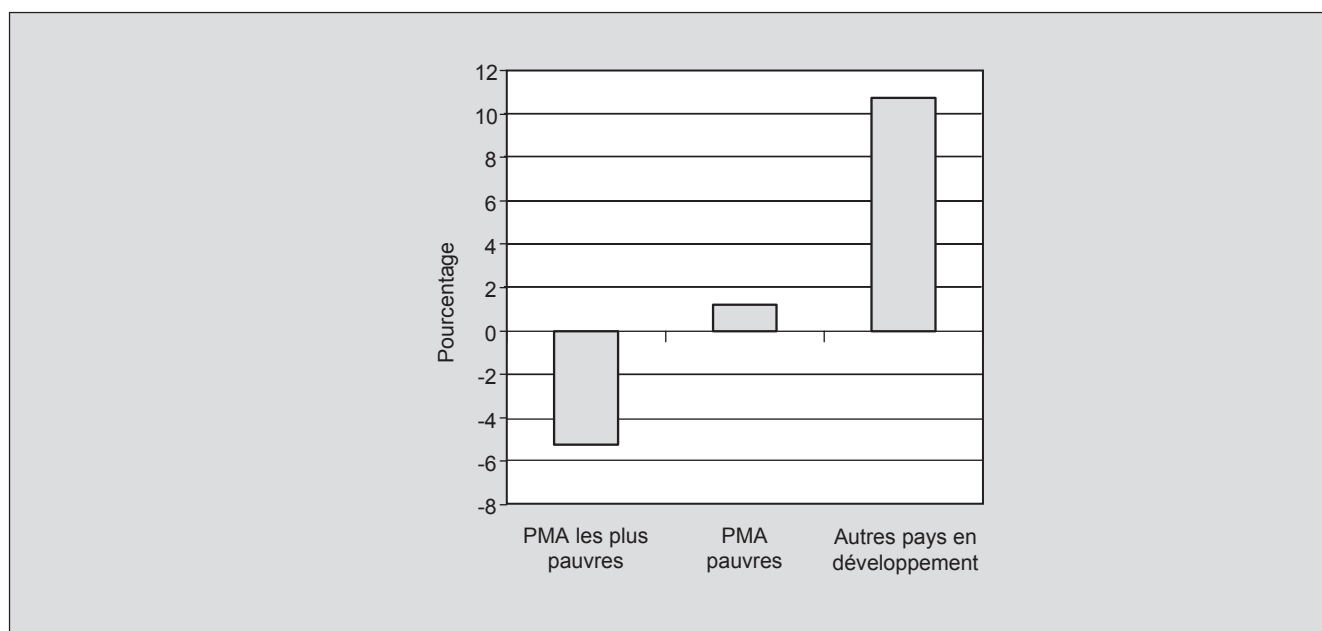


Source : Même que pour le graphique 15.

Note : Le groupe de pays est le même que pour le graphique 15. Les chiffres sont de simples moyennes. Pas de données disponibles pour les pays suivants: Iles Salomon, Libéria, Somalie, Soudan et Vanuatu.

GRAPHIQUE 17. ÉPARGNE INTÉRIEURE VÉRITABLE EN POURCENTAGE DU PIB DANS LES PMA ET DANS D'AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1995-1999<sup>a</sup>

(En pourcentage)



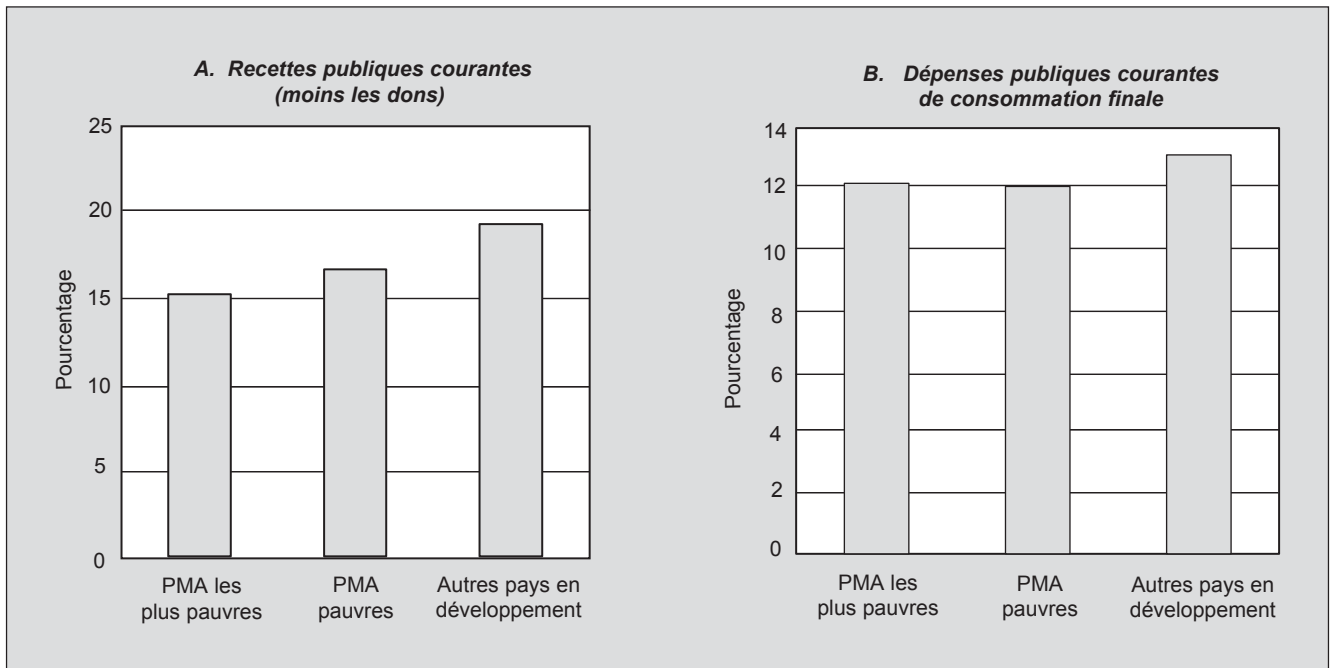
Source : Même que pour le graphique 15.

Note : Le groupe de pays est le même que pour le graphique 15. Les chiffres sont de simples moyennes. Pas de données disponibles pour les pays suivants: Angola, Bhoutan, Cap-Vert, Comores, Djibouti, Iles Salomon, Libéria, Myanmar, Somalie, Soudan et Vanuatu.

- a Les taux d'épargne véritable sont des estimations nettes qui déduisent de l'épargne intérieure la diminution des richesses nationales due à l'appauvrissement des ressources environnementales et à la dépréciation de la formation de capital par l'homme.

GRAPHIQUE 18. RECETTES ORDINAIRES ET CONSOMMATION FINALE DE L'ÉTAT EN POURCENTAGE DU PIB DANS LES PMA ET DANS D'AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1995-1999

(En pourcentage)



Source : Même que pour le graphique 15.

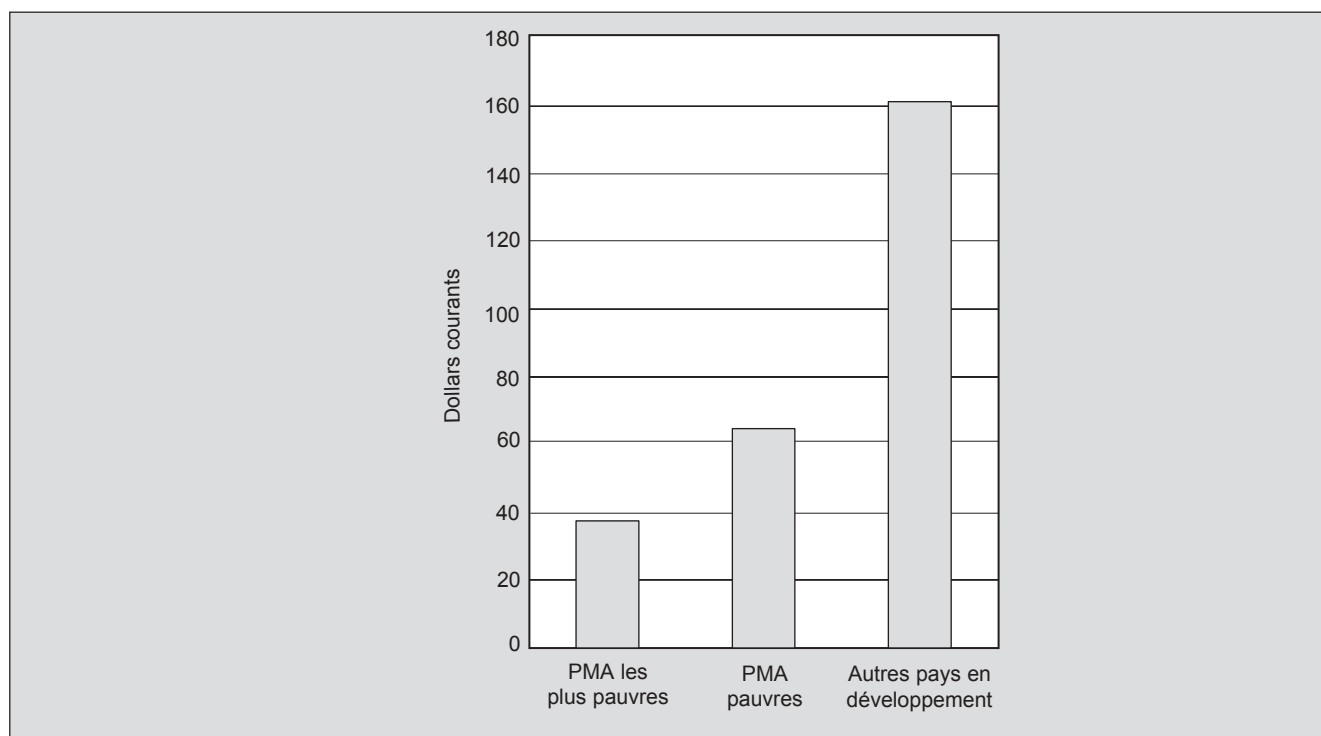
Note : Le groupe de pays est le même que pour le graphique 15. Les chiffres sont de simples moyennes. Le graphique 18A est basé sur un petit échantillon de PMA pour lesquels des données sont disponibles - Bhoutan, Burundi, Guinée (1998-1999), Lesotho (1995-1998), Madagascar (1995-1996), Népal, République démocratique du Congo (1995-1997), Sierra Leone (1995-1997) et Vanuatu. Dans l'échantillon des autres pays en développement, il n'y a pas de données disponibles en ce qui concerne les pays suivants: Ghana, Jamaïque, Namibie et Nigéria pour le graphique 18A. Il n'y a pas de données disponibles en ce qui concerne les Iles Salomon, le Libéria, le Myanmar, la Somalie, le Soudan et le Vanuatu pour le graphique 18B.

d'épargne « véritable » dans les PMA avec ceux d'autres pays en développement. Les taux d'épargne véritable sont des estimations nettes qui déduisent de l'épargne intérieure la diminution des richesses nationales due à l'appauvrissement des ressources environnementales et à la dépréciation de la formation de capital par des particuliers. Les taux d'épargne « véritable » dans les PMA pauvres sont tout juste supérieurs à zéro. Pour les PMA les plus pauvres, l'épargne véritable est en moyenne de -5 % du PIB (graphique 17). Cela ne signifie pas seulement que l'épargne est extrêmement faible, mais également que le patrimoine naturel et la formation de capital – les avoirs dont dépendent les moyens de subsistance – ne sont pas préservés.

Le taux d'épargne moyen extrêmement bas dans ces pays résulte plutôt des bas niveaux de revenu par habitant, ou de la prédominance de la pauvreté généralisée. On a constaté que lorsque le revenu par habitant augmente dans les PMA, il y a une forte propension à épargner à l'échelon national. En fait, la propension à épargner dans les PMA, mesurée d'après la part du revenu supplémentaire qui est épargnée, est au moins aussi forte que dans les autres pays en développement (voir CNUCED, 2000: 36-37). Par conséquent si la croissance peut commencer et être soutenue, et si les PMA émergent de la pauvreté généralisée, on peut s'attendre à des augmentations considérables de la mobilisation de ressources intérieures. Mais avec une croissance timide, une stagnation économique et même un fléchissement économique, ce potentiel ne peut pas être réalisé. Avec un grand nombre de personnes qui vivent au jour le jour, et avec un secteur des sociétés peu développé, l'épargne intérieure est forcément très faible. Cela ne limite pas seulement la croissance économique

GRAPHIQUE 19. DÉPENSES ANNUELLES DE CONSOMMATION FINALE DE L'ÉTAT PAR HABITANT DANS LES PMA ET DANS D'AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1995-1999

(En dollars courants)

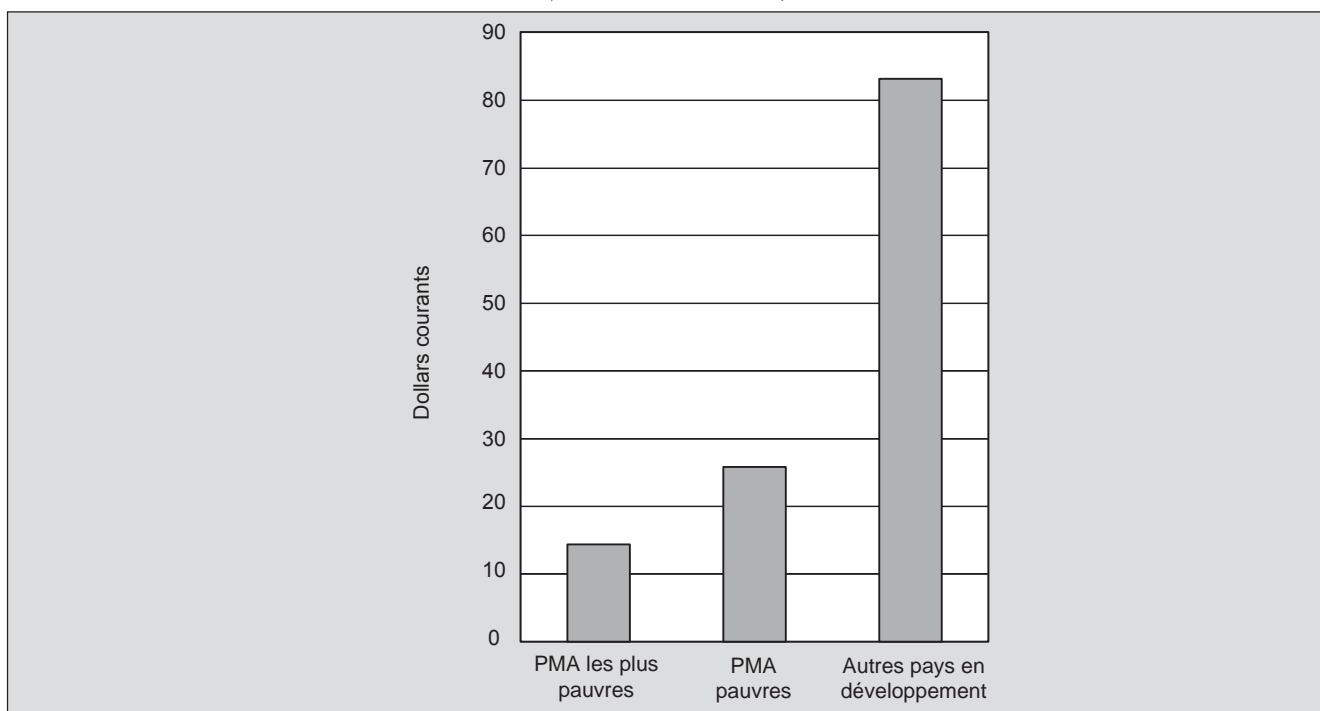


Source: Même que pour le graphique 15.

Notes: Le groupe de pays est le même que pour le graphique 15. Les chiffres sont de simples moyennes. Pas de données disponibles pour: Iles Salomon, Libéria, Myanmar, Somalie, Soudan et Vanuatu.

GRAPHIQUE 20. DÉPENSES ANNUELLES DE SANTÉ PAR HABITANT DANS LES PMA ET DANS D'AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1995-1998

(En dollars courants)



Source : Même que pour le graphique 15.

Note : Le groupe de pays est le même que pour le graphique 15. Les chiffres sont de simples moyennes. Pas de données disponibles pour: Angola, Comores, Djibouti, Guinée-Bissau, Lesotho, Libéria, République démocratique du Congo, Somalie et Vanuatu.



financée par des ressources intérieures, mais est également une source fondamentale de vulnérabilité pour les économies des PMA.

Durant la période 1995-1999, les ressources intérieures disponibles pour financer des investissements et des services publics dans les PMA, mesurées aux prix et taux de change courants, n'ont en moyenne pas été supérieures à 0,15 dollar par personne et par jour. En d'autres termes, en moyenne seuls 15 cents (0,15 dollar) étaient disponibles par jour et par habitant pour financer la formation de capital privé, des investissements publics dans l'infrastructure et pour faire fonctionner des services publics essentiels tels que ceux de la santé, de l'éducation, de l'administration et du maintien de l'ordre public. Les implications de cette situation pour les investissements et la croissance, ainsi que pour assurer le fonctionnement de services publics et la conduite des affaires publiques sont graves.

Par rapport au PIB, la proportion de l'ensemble des recettes et des dépenses de consommation finale<sup>8</sup> de l'État dans les PMA ne semble pas être sensiblement différente de ce qu'elle est dans d'autres pays en développement (voir graphiques 18A et 18B). Les recettes de l'État en tant que part du PIB durant la période 1995-1999 dans l'ensemble des PMA représentaient en moyenne environ 16 %, par rapport à 19 % dans d'autres pays en développement. En outre, les dépenses de consommation de l'État représentaient en moyenne environ 12 % du PIB dans les PMA, contre 13 % dans d'autres pays en développement. Cela montre que du point de vue de la mobilisation et de l'utilisation des ressources dans le secteur public, l'effort de développement dans les PMA n'a pas été sensiblement inférieur à celui des autres pays en développement.

Néanmoins, dans les conditions de pauvreté généralisée prévalant dans les PMA, ces parts de recettes et de dépenses moyennes de l'État, une fois qu'elles sont transcrites en termes réels par habitant, mettent en évidence les limitations de ressources extrêmes que connaît le secteur public pour la fourniture de services dans les économies des PMA (graphique 19). Les dépenses de consommation de l'État dans les PMA les plus pauvres n'ont été que d'environ 37 dollars par personne et par année durant la période 1995-1999. Pour le groupe des PMA pauvres la moyenne par habitant de la consommation de l'État a été d'environ 64 dollars par année durant la même période. Pour l'échantillon d'autres groupes de pays en développement, ces chiffres sont supérieurs à 160 dollars en moyenne.

Les ressources disponibles extrêmement limitées ont pour conséquence que les gouvernements des PMA se voient constamment contraints à faire des choix difficiles pour la fourniture de divers services publics essentiels. La plupart des services publics tels que ceux de la santé, de l'éducation, les services d'appoint de l'agriculture, l'administration générale et les autorités d'exécution, qui sont les fondements du développement de l'économie moderne, sont entravées par de graves contraintes de disponibilités dans les PMA.

L'exemple des dépenses de santé, lorsque des données comparables sont disponibles pour d'autres pays en développement, met ce fait en évidence (voir graphique 20). Les dépenses de santé par habitant dans les PMA les plus pauvres durant la période 1995-1998 se sont élevées à environ 14 dollars par année, ce qui correspond à un sixième de la moyenne de 84 dollars par habitant dans d'autres pays en développement. Durant la même période, les dépenses de santé moyennes par habitant dans les PMA pauvres ont été d'environ 25 dollars<sup>9</sup>. Le bas taux de dépenses par habitant pour des services publics essentiels tels que la santé et l'éducation dans les PMA ne résulte pas des priorités de dépenses publiques différentes de ces pays: il est essentiellement dû aux ressources globales disponibles extrêmement faibles dans les pays ayant une pauvreté généralisée. Dans des conditions de pauvreté généralisée, les stratégies

---

*Durant la période 1995-1999, dans les PMA, en moyenne seuls 15 cents étaient disponibles par jour et par habitant pour financer la formation de capital privé, des investissements publics dans l'infrastructure et pour faire fonctionner des services publics essentiels tels que ceux de la santé, de l'éducation, de l'administration et du maintien de l'ordre public.*

---



---

*Les dépenses de santé par habitant dans les PMA les plus pauvres durant la période 1995-1998 se sont élevées à environ 14 dollars par année.*

---

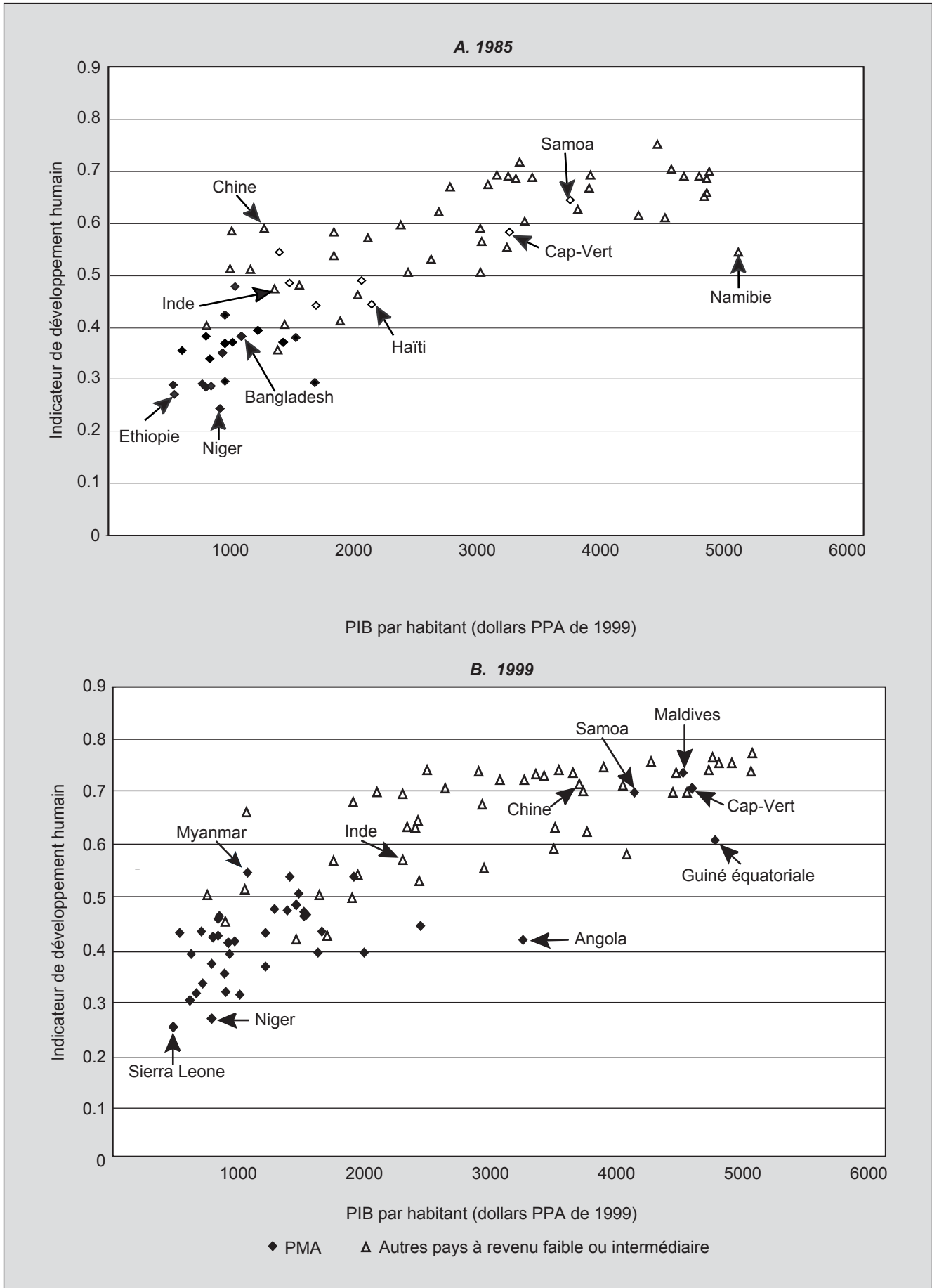


---

*Dans des conditions de pauvreté généralisée, les stratégies de réduction de la pauvreté doivent par conséquent aller au-delà d'une simple modification des affectations budgétaires.*

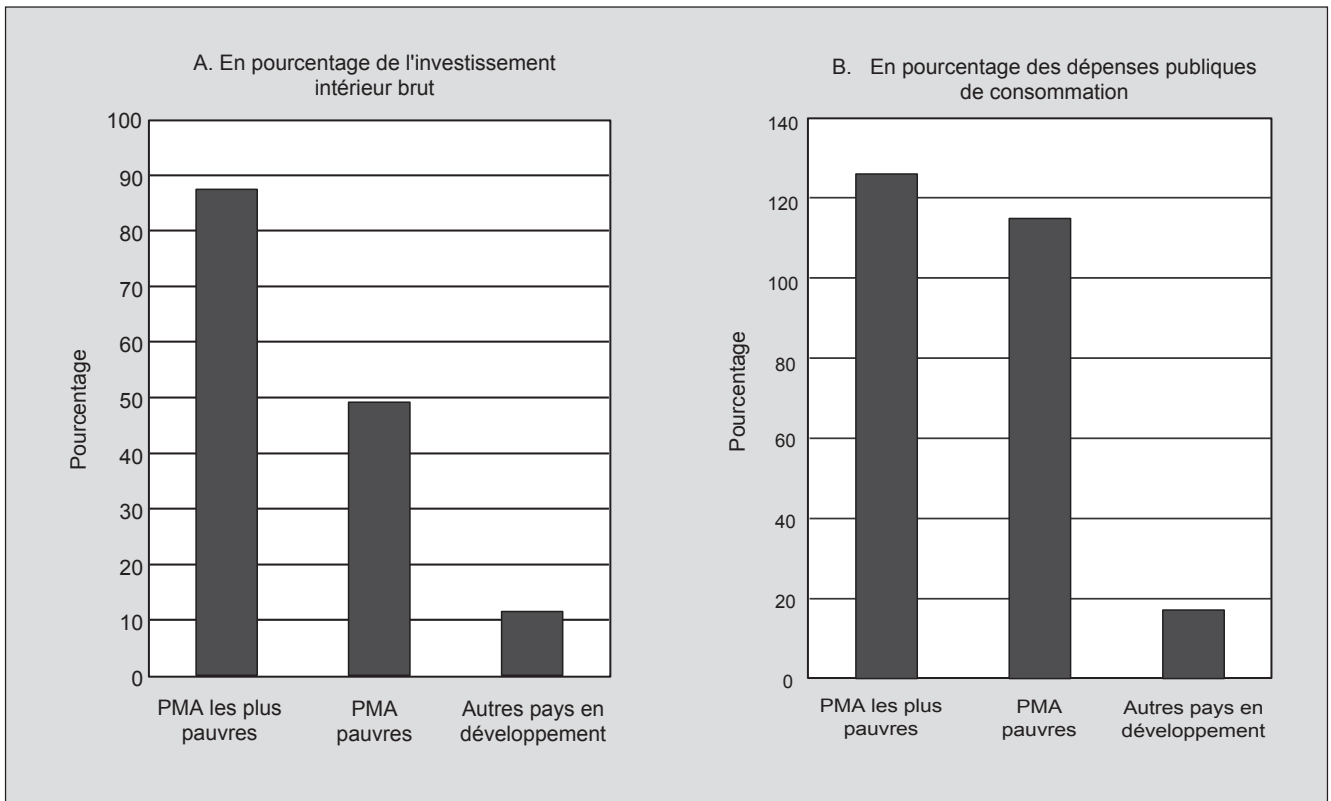
---

GRAPHIQUE 21. INDICATEUR DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET PIB PAR HABITANT DANS LES PMA ET DANS D'AUTRES PAYS À REVENU FAIBLE ET INTERMÉDIAIRE, 1985 ET 1999



Source : Bureau du développement humain du PNUD.

GRAPHIQUE 22. DÉFICIT EXTÉRIEUR DES PMA ET D'AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1995-1999



Source: Même que pour le graphique 15.

Notes: Le groupe de pays est le même que pour le graphique 15. Les chiffres sont de simples moyennes. Pas de données disponibles pour: Iles Salomon, Libéria, Myanmar, Somalie, Soudan et Vanuatu.

de réduction de la pauvreté doivent par conséquent aller au-delà d'une simple modification des affectations budgétaires.

Le manque de ressources intérieures est une des raisons pour lesquelles des niveaux de développement humain très bas continuent à exister dans beaucoup de PMA. Le graphique 21 montre les niveaux de développement humain établis avec l'indicateur de développement humain (IDH) du PNUD, et les niveaux de PIB réel par habitant (en dollars PPA 1999) en 1985 et en 1999 pour les PMA et d'autres pays à revenu faible ou intermédiaire<sup>10</sup>. Il est clair, comme cela a été relevé dans des Rapports antérieurs sur les PMA, que les PMA insulaires sont un peu différents des autres PMA. Ils ont un PIB par habitant plus élevé et aussi un niveau d'IDH plus élevé. La majorité des PMA, sont toutefois regroupés dans le coin inférieur gauche du graphique avec un niveau d'IDH inférieur à 0,5 et un PIB par habitant de moins de 1 600 dollars (en dollars PPA 1999). Certains autres pays à faible revenu se trouvent également dans cette partie du graphique. Néanmoins lorsqu'on compare la situation de 1985 avec celle de 1999, il est manifeste qu'il y avait un plus grand chevauchement entre les PMA et les autres pays à faible revenu en 1985. En 1999, nombre d'autres pays à faible revenu sont parvenus à des niveaux d'IDH et de PIB par habitant plus élevés. De même, les PMA restent en général coincés dans le coin inférieur gauche du graphique avec un PIB par habitant et de bas niveaux de développement humain.

Le piège de l'équilibre de bas niveau dans les PMA qui doivent faire face à une pauvreté généralisée n'implique pas seulement des niveaux d'épargne et d'investissements bas, qui ont retenu toute l'attention des économistes du développement dans les années 50, mais également des services publics inadéquats et médiocres. Ces conséquences peuvent avoir un effet négatif sur l'efficacité économique et aussi sur le développement humain. Dans des cas extrêmes, cette pénurie de ressources peut saper les mécanismes fondamentaux de la gestion d'un pays et conduire à la désintégration politique et à un conflit

social ouvert. Les conflits armés sont de plus en plus nombreux dans le monde entier et beaucoup surviennent dans des pays pauvres (Stewart & Fitzgerald, 2000; Messer et Cohen, 2001; SIPRI, 2000). Quand ils éclatent, ils peuvent entraîner une destruction massive du patrimoine national. Un nombre croissant de PMA ont connu des guerres civiles et des conflits armés générateurs de désorganisation dans les années 90<sup>11</sup>.

---

*À la fin des années 90, le déficit net de la balance des biens et services équivalait en moyenne à environ 90 % des investissements dans les PMA les plus pauvres, et à environ 50 % dans les PMA pauvres.*

---

Une autre conséquence des niveaux extrêmement bas de ressources intérieures disponibles pour financement dans les PMA est que ces pays ont dû recourir à des ressources extérieures pour compléter leurs maigres ressources intérieures. À la fin des années 90, le déficit net de la balance des biens et services équivalait en moyenne à environ 90 % des investissements dans les PMA les plus pauvres, et à environ 50 % dans les PMA pauvres. Cela contraste avec un pourcentage moyen tout juste supérieur à 10 % pour l'échantillon des autres pays en développement (voir graphique 22A). De même, le déficit extérieur équivalait à plus de 100 % des dépenses de consommation dans les PMA les plus pauvres, alors que cette moyenne n'était que d'environ 17 % pour les autres pays en développement (graphique 22B). Ces proportions, qui dans le cas des PMA sont restées très élevées depuis le début des années 80, montrent que les ressources extérieures n'ont pas permis de sortir les PMA de leur piège d'équilibre de bas niveau.

Une autre caractéristique importante des PMA est que les ressources extérieures qui comblent leur déficit intérieur se composent uniquement d'aides extérieures et d'octroi de fonds dans le cadre d'arrangements de financement. La plupart des PMA n'ont pas accès aux marchés des capitaux privés, et les investissements étrangers directs dans ces économies ont été très limités au cours des deux dernières décennies (CNUCED, 2000: 81-100). Les processus budgétaires et d'accumulation dans les PMA au cours des deux dernières décennies ont par conséquent été dominés par l'aide étrangère. La nature de l'aide étrangère et le système de fourniture d'aide a par conséquent joué un rôle critique dans la gestion de l'économie et dans les possibilités de développement dans les PMA devant faire face à une pauvreté généralisée.

---

*Un grand nombre d'économies de PMA ont connu non seulement la stagnation économique, mais aussi une spirale descendante continue à long terme.*

---

## **D. Pauvreté généralisée, accroissement de la population et dégradation de l'environnement**

Les problèmes auxquels sont confrontés beaucoup de PMA vont également au-delà de ceux qui sont perçus dans les modèles traditionnels de piège d'équilibre de bas niveau parce qu'un grand nombre d'économies de PMA ont connu non seulement la stagnation économique, mais aussi une spirale descendante continue à long terme. Cela apparaît clairement dans les tendances de pauvreté examinées au chapitre précédent. Si l'on veut étudier les mécanismes sous-jacents qui engendrent des processus de spirale descendante, il faut aller au-delà des théories traditionnelles de piège d'équilibre de bas niveau. Dans ces théories conventionnelles, l'accroissement de la population est considéré comme un facteur exogène et les ressources environnementales sont méconnues ou traitées comme des dons gratuits et illimités de la nature. Dans les cas de pauvreté généralisée, toutefois, des interactions importantes pour le développement économique peuvent intervenir entre la pauvreté, l'environnement et l'accroissement de la population.

Les observations faites portent à penser que dans les pays pauvres, il y a une corrélation entre la pauvreté, la dégradation environnementale et l'accroissement de la population. C'est ainsi que l'économie, plutôt que d'être prise dans un piège d'équilibre de bas niveau, peut tomber dans une spirale descendante quand un accroissement de la population plus rapide, une dégradation de l'environnement plus grave et une pauvreté croissante ont des effets cumulatifs. Avant de se pencher sur la pertinence de ce processus pour les

TABLEAU 22. ACCROISSEMENT DE LA POPULATION ET POURCENTAGE DE LA POPULATION RURALE DANS LES PMA ET DANS D'AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1970-1999  
(Pourcentage annuel)

	Accroissement démographique (total)		Accroissement démographique (urbain)		Accroissement démographique (rural)		Pourcentage de population rurale	
	1970	1999	1970	1999	1970	1999	1970	1999
Tous PMA	2,5	2,4	6,1	4,6	2,1	1,8	88,1	76,0
PMA africains	2,7	2,7	5,7	4,9	2,2	1,9	87,0	74,2
PMA asiatiques	2,4	2,1	6,6	4,1	1,9	1,6	89,7	78,5
PMA insulaires	2,0	2,5	4,2	4,5	1,5	1,4	84,0	68,2
Autres pays en développement	2,2	1,6	3,6	3,2	1,6	0,6	61,4	44,0

Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, sur la base de Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2001*, CD-ROM.

Note : Les moyennes sont pondérées en fonction de la population. Les échantillons englobent tous les PMA à l'exception du Tuvalu, pour lequel il n'y a pas de données disponibles, et de 79 autres pays en développement. Haïti a été inclus dans le groupe des PMA d'Afrique.

TABLEAU 23. INDICATEURS DÉMOGRAPHIQUES DANS LES PMA ET DANS D'AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1970-1999

	Taux brut de natalité		Taux brut de mortalité		Taux de natalité moins taux de mortalité		Rapport population adulte/population non adulte	
	(pour 1 000 personnes)		(pour 1 000 personnes)		(pour 1 000 personnes)		(pourcentage)	
	1970	1999	1970	1999	1970	1999	1970	1999
Tous PMA	47,5	38,0	21,4	14,6	26,1	23,4	0,90	0,86
PMA africains	48,3	42,6	21,9	17,2	26,4	25,3	0,91	0,95
PMA asiatiques	46,4	31,2	20,8	10,8	25,6	20,4	0,89	0,74
PMA insulaires	40,3	32,8	13,5	6,6	26,8	26,2	1,00	0,84
Autres pays en développement	37,8	22,3	12,4	8,0	25,3	14,3	0,83	0,59

Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, sur la base de Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2001*, CD-ROM.

Note : Même que pour le tableau 22.

économies des PMA, il serait utile de relever certaines idées à la mode au sujet du lien existant entre la pauvreté et les facteurs démographiques et environnementaux dans les PMA à un niveau macroéconomique.

### 1. SCHÉMAS DE PAUVRETÉ, ACCROISSEMENT DE LA POPULATION ET UTILISATION DES RESSOURCES ENVIRONNEMENTALES

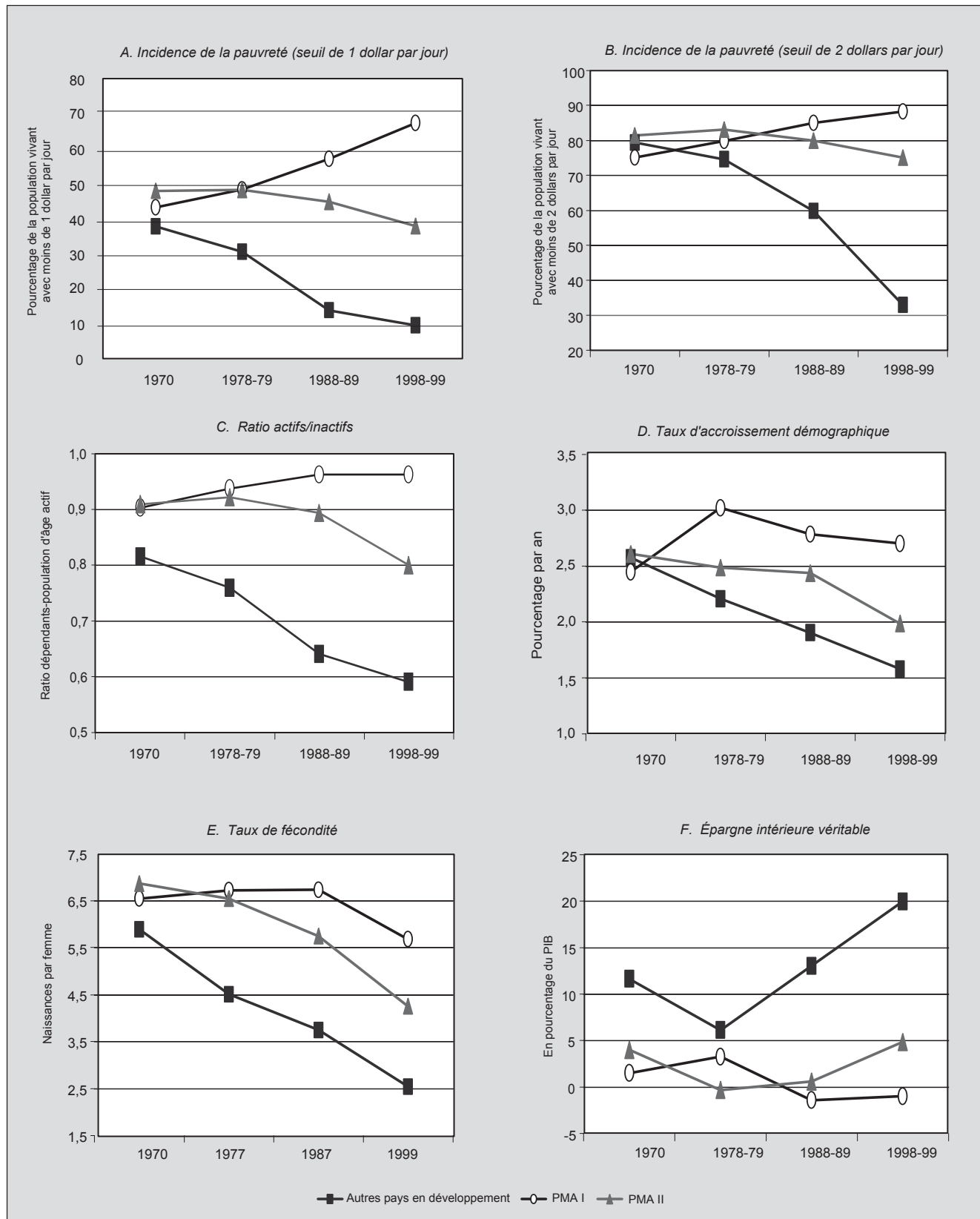
Il s'agit tout d'abord de clarifier un certain nombre de questions: de quelle façon les économies des PMA dépendent-elles de ressources environnementales; type de ressources environnementales dont ils sont le plus dépendants, et nature des activités que déploie la plus grande partie de la population. Les économies des PMA dépendent de ressources écologiques et naturelles, tout particulièrement de type agricole, dans une beaucoup plus large mesure que d'autres pays en développement, et, à plus forte raison, que les pays industrialisés. Un indicateur à cet égard est la proportion beaucoup plus forte de la population des PMA qui vit en zone rurale et déploie des activités agricoles par rapport aux autres pays en développement. À la fin des années 90, en moyenne 75 % de la main-d'œuvre des PMA travaillaient dans le secteur agricole contre moins de 35 % dans d'autres pays en développement. Plus de 70

---

*À la fin des années 90, en moyenne 75 % de la main-d'œuvre des PMA travaillaient dans le secteur agricole contre moins de 35 % dans d'autres pays en développement. Plus de 70 % de la population des PMA vit en zone rurale.*

---

GRAPHIQUE 23. TENDANCES DE LA PAUVRETÉ, INDICATEURS DÉMOGRAPHIQUES ET ÉPARGNE INTÉRIÈRE VÉRITABLE DANS LES PMA ET DANS D'AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT



Source: Même que pour le graphique 15.

Note: Le groupe « PMA 1 » comprend les 23 PMA suivants: Angola, Bénin, Burundi, Comores, Djibouti, Gambie, Guinée-Bissau, Haïti, Lesotho, Libéria, Madagascar, Mali, Mozambique, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Tchad et Zambie.

Le groupe « PMA II » se compose des 14 PMA suivants: Bangladesh, Bhoutan, Burkina Faso, Cap-Vert, Éthiopie, Guinée, Malawi, Mauritanie, Myanmar, Népal, Ouganda, République démocratique populaire lao, Soudan et Togo.

Les autres pays en développement sont les mêmes que pour le graphique 15.

% de la population des PMA vit en zone rurale, contre moins de 44 % en moyenne dans d'autres pays en développement (tableau 22). Un autre indicateur de ce phénomène est le fait que le bois et le charbon de bois sont les principales sources d'énergie dans les économies des PMA. À la fin des années 90, le bois de feu et le charbon de bois représentaient 75 % de la consommation d'énergie totale dans les PMA, contre tout juste un peu plus de 10 % dans d'autres pays en développement.

Un autre indicateur apparenté est le fait que les PMA exportent une proportion beaucoup plus grande de produits primaires que d'autres pays en développement. Comme on le verra au chapitre suivant, un certain nombre de PMA sont parvenus à diversifier leurs exportations en remplaçant des produits primaires non traités par des produits manufacturés et des services. En moyenne toutefois près de 70 % de la totalité des exportations de marchandises des PMA sont des produits primaires, tandis que cette proportion est de 30 % pour les autres pays en développement. Même les PMA qui ne sont pas essentiellement spécialisés dans l'exportation de produits primaires, les exportations de biens manufacturés et de services tels que les textiles et le tourisme sont étroitement liés aux ressources écologiques et naturelles. En général, l'activité économique des PMA semble être beaucoup plus directement dépendante de ressources naturelles, notamment de ressources agricoles, que celle d'autres pays en développement. Cela a des implications importantes pour le type de liens entre la pauvreté, l'environnement et l'accroissement de la population qui sont le plus importants dans ces pays.

Le tableau 23 présente les indicateurs démographiques pour tous les PMA durant la période 1970-1999. Il est clair que les taux de natalité diminuent beaucoup plus lentement dans les PMA, notamment dans les PMA d'Afrique, que dans d'autres pays en développement. De plus, le rapport de la population non active à la population active, qui permet de déterminer la proportion de personnes à charge (jeunes ayant moins de 15 ans et personnes âgées ayant plus de 64 ans), est de 45 % plus élevé dans les PMA que dans d'autres pays en développement. Alors que beaucoup d'autres pays en développement arrivent à la fin de leur phase de transition démographique et ont, en moyenne, enregistré une diminution rapide des taux d'accroissement de la population et des rapports non actifs-actifs cours des dernières décennies, les PMA ont en fait connu une accélération des taux d'accroissement de la population et des rapports non actifs-actifs croissants. Cette évolution a notamment d'importantes implications pour la formation de l'épargne et pour la fourniture de services de santé, d'éducation et pour la satisfaction d'autres besoins essentiels.

À un niveau agrégé, divers schémas peuvent être observés en ce qui concerne les tendances de la pauvreté, les variables du comportement démographique et l'appauvrissement des ressources environnementales dans les PMA et dans d'autres pays, ainsi que dans des sous-groupes de PMA, quand ces pays sont répartis en deux groupes: ceux dont l'incidence de la pauvreté a été plus élevée vers la fin des années 90 que vers la fin des années 70, et inversement ceux dont l'incidence a été plus faible. Le graphique 23 présente les tendances moyennes de pauvreté, un certain nombre d'indicateurs démographiques et l'épargne véritable dans 23 PMA où l'incidence de la pauvreté a diminué depuis la fin des années 70 (groupe PMA I), dans 14 PMA où l'incidence de la pauvreté a été en léger repli (le groupe PMA II)<sup>12</sup>, ainsi que par exemple dans d'autres pays en développement. Les deux groupes de PMA se caractérisent par le fait qu'ils connaissent une pauvreté généralisée. Alors que des pays du groupe PMA II ont un équilibre de bas niveau, et une incidence de la pauvreté qui dans la plupart des cas est en lente diminution, ou qui a faibli lentement durant certaines périodes, au cours des 30 dernières années, les pays du groupe PMA I semblent en fait être pris dans une spirale descendante comme en témoignent leurs taux de pauvreté élevés ou croissants (voir graphiques 23A et B). Il convient de relever que les tendances de la pauvreté

---

*Le bois de feu et le charbon de bois représentaient 75 % de la consommation d'énergie totale dans les PMA, contre tout juste un peu plus de 10 % dans d'autres pays en développement.*

---



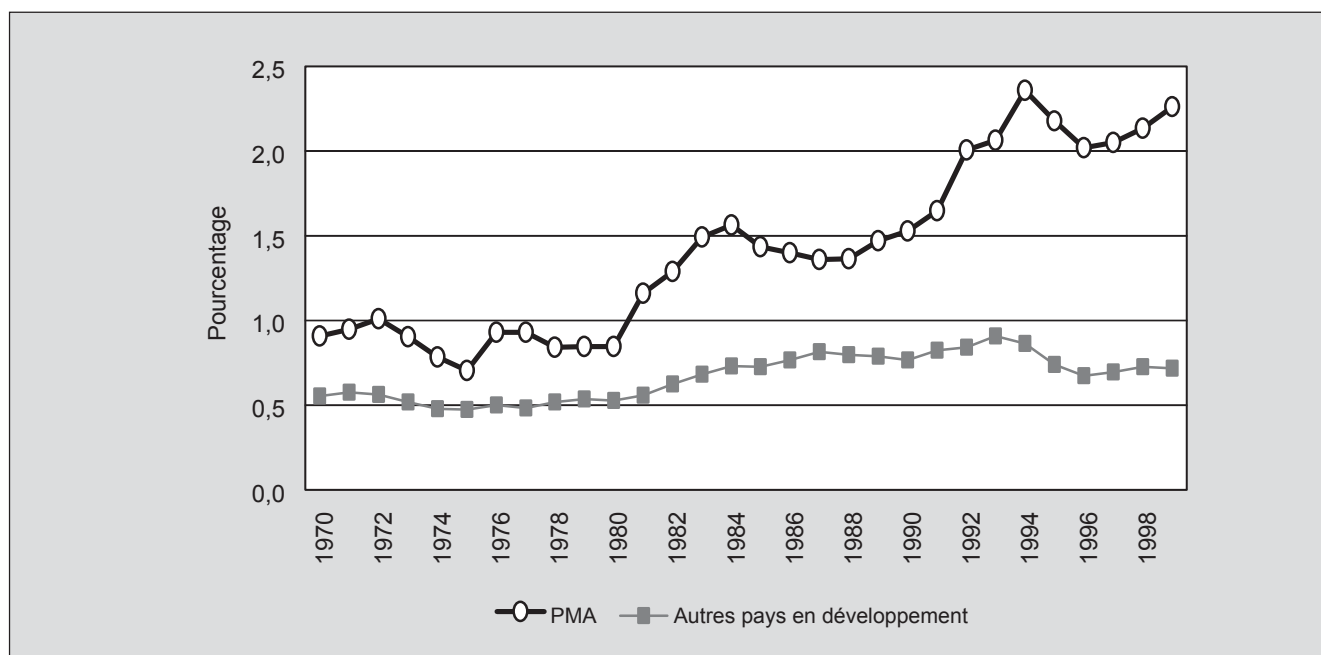
---

*Les taux de natalité diminuent beaucoup plus lentement dans les PMA, notamment dans les PMA d'Afrique, que dans d'autres pays en développement.*

---

GRAPHIQUE 24. DÉPÉRISSEMENT NET DES FORÊTS EN POURCENTAGE DU PIB DANS LES PMA ET DANS D'AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1970–1999

(En pourcentage)



Source: Même que pour le graphique 15.

Note: L'échantillon d'autres pays en développement est le même que pour le graphique 15. L'échantillon de PMA comprend tous les « PMA les plus pauvres » et tous les « PMA pauvres » du graphique 15, sauf les pays suivants pour lesquels aucune donnée n'est disponible: Cap-Vert, Comores, Djibouti, Iles Salomon, Libéria, Somalie et Vanuatu.

---

*Il y a une corrélation remarquable entre les tendances démographiques et les tendances de la pauvreté dans les deux groupes de PMA et dans de celui d'autres pays en développement.*

---

dans les deux groupes de PMA sont extrêmement différentes de celles des autres pays en développement de l'échantillon

---

*Il y a également une corrélation remarquable entre la pauvreté moyenne, les tendances démographiques et les tendances moyennes de l'épargne véritable des trois groupes de pays.*

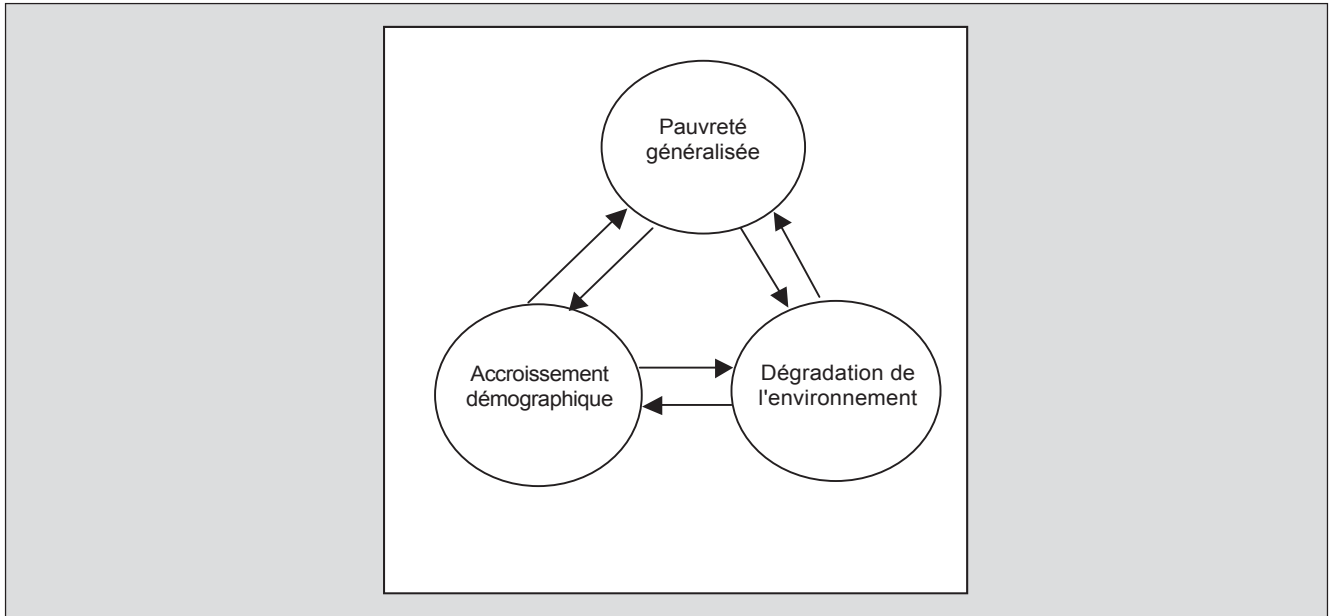
---

Il y a une corrélation remarquable entre les tendances démographiques et les tendances de la pauvreté dans les deux groupes de PMA et dans de celui d'autres pays en développement. Les taux moyens d'accroissement de la population étaient similaires dans les trois groupes de pays au début des années 70, tout comme les niveaux moyens de pauvreté. Mais vers la fin des années 90, la pauvreté dans le groupe PMA I s'était sensiblement aggravée, et les taux moyens d'accroissement de la population ainsi que le rapport moyen actifs/inactifs s'était également accru dans ce groupe de pays. Le taux d'accroissement de la population était passé d'une moyenne de 2,4 % en 1970 à 2,7 % à la fin des années 90 dans ce groupe de PMA, tandis que le rapport des actifs/inactifs avait augmenté de 0,90 à 0,96 durant la même période. Cette situation résultait du fait que les taux de fécondité étaient restés élevés, alors que les taux de mortalité diminuaient dans ce groupe de PMA. Les taux de fécondité ont légèrement baissé de 6,5 en 1970 à 5,7 en 1999. Cette évolution est très différente de celle d'autres pays en développement qui ont enregistré une diminution de la pauvreté et des améliorations sensibles des tendances démographiques. L'accroissement de la population a baissé de 2,6 % en 1970 à 1,6 % à la fin des années 90 dans le groupe d'autres pays en développement, et les taux de dépendance économique sont passés d'une moyenne de 0,8 à 0,6 durant la même période. Dans le groupe d'autres pays en développement, les taux de fécondité ont également enregistré une forte tendance à la baisse. Ils sont tombés de 5,9 en 1970 à 2,5 en 1999. Comme le montre le graphique 23, les tendances démographiques dans le groupe PMA II, où la pauvreté a diminué, se situent entre les tendances du groupe PMA I et celles du groupe d'autres pays en développement.

Il y a également une corrélation remarquable entre la pauvreté moyenne, les tendances démographiques et les tendances moyennes de l'épargne véritable



GRAPHIQUE 25. BOUCLES EN RETOUR ENTRE LA PAUVRETÉ GÉNÉRALISÉE, LA DÉGRADATION ENVIRONNEMENTALE ET L'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION



des trois groupes de pays. L'épargne véritable correspond à l'épargne intérieure nette qui en plus de la dépréciation du stock de capital constitué par l'homme tient également compte de la dépréciation du stock de capital naturel et des apports nets de ressources humaines (voir Kunte & coll., 1998; Hamilton & Clemens, 1999). Comme le montre le graphique 23F, le groupe d'autres pays en développement ont enregistré une augmentation rapide de l'épargne véritable durant les années 80 et les années 90 parallèlement à leur trajectoire de diminution rapide de la pauvreté. L'épargne véritable est passée d'une moyenne d'un peu plus de 6 % du PIB à la fin des années 70 pour ce groupe de pays à plus de 20 % à la fin des années 90. Durant les années 80 et 90, les taux d'épargne véritable dans le groupe PMA I ont été négatifs, ce qui montre que dans ce groupe de pays il y a eu un amoindrissement des richesses nationales et des avoirs durant cette période. En revanche, le groupe PMA II a enregistré de légères augmentations des taux moyens de l'épargne véritable durant les années 80 et 90. Néanmoins, à environ 5 % du PIB, le taux d'épargne véritable de ce groupe de pays n'avait pas beaucoup progressé à la fin des années 90 par rapport au début des années 70.

Bien qu'il soit difficile de donner des indicateurs globaux de la dégradation de l'environnement aux niveaux national et régional, les taux d'épargne véritable faibles ou négatifs sont une indication, dans une certaine mesure, des processus de dégradation de l'environnement dans les PMA. Un indicateur global qui semble confirmer cette tendance est le dépérissement des forêts dans les PMA par rapport au groupe d'autres pays en développement au cours des trois dernières décennies. Le graphique 24 montre que le taux moyen de dépérissement net des forêts dans les PMA a fortement augmenté durant les années 80 et 90. On estime qu'à la fin des années 90, il équivalait à plus de 2 % du PIB des PMA. Cela correspond au triple des taux de déforestation dans d'autres pays en développement. En fait, le taux moyen de dépérissement des forêts par rapport au PIB dans l'ensemble des PMA correspondait à plus de 90 % de leur moyenne d'épargne véritable à la fin des années 90.

---

*Le taux moyen de dépérissement net des forêts dans les PMA a fortement augmenté durant les années 80 et 90 et, à la fin des années 90, il équivalait à plus de 2 % du PIB des PMA.*

---

## 2. LA SPIRALE DESCENDANTE DE LA PAUPÉRISATION ET DE LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT

Il serait par trop simpliste de vouloir concevoir une chaîne de liens de causes à effets linéaire allant de la pauvreté généralisée jusqu'aux facteurs

---

*Des recherches portant sur divers pays montrent que les taux de fécondité sont très étroitement liés au PIB par habitant, un PIB plus élevé allant de pair avec des taux de fécondité plus bas et l'éducation des femmes. Du point de vue historique, il est également clair que les taux de fécondité ont diminué avec l'augmentation des possibilités d'emploi pour les femmes et l'amélioration des salaires qui leur sont versés.*

---

environnementaux en passant par les facteurs démographiques. Le titre ci-dessus est toutefois conforme aux hypothèses de corrélations entre la pauvreté, la population et l'environnement examinées dans les théories de spirale descendante, chacun des trois facteurs se renforçant réciproquement dans un cercle vicieux en forme de spirale descendante. Le graphique 25 peut faciliter la conception de boucles en retour complexes qui conduisent à une telle spirale descendante. Il convient toutefois de noter que dans la pratique l'effet de certains facteurs dépend, ou intervient à cause, de la présence d'autres facteurs. Par exemple, l'impact des facteurs démographiques sur la croissance économique et sur l'environnement dépend de la nature de la pauvreté prévalant dans l'économie. Inversement, les implications de la pauvreté pour l'accroissement de la population peuvent être fortement influencées par des facteurs environnementaux et d'autre nature. Le comportement de systèmes d'interactions complexes du genre de celui que présente le graphique sont difficiles à prédire, et les trajectoires globales seront toujours spécifiques à un contexte plutôt que générales. Il serait toutefois utile d'examiner certains de ces circuits d'interactions pour mieux connaître la nature des problèmes politiques que rencontrent les PMA qui sont pris dans des spirales descendantes.

Nous commencerons avec le cercle de l'accroissement de la population du graphique et nous passerons ensuite tour à tour aux deux autres facteurs. Les causes déterminantes et les effets de l'accroissement de la population font l'objet de débats entre les démographes, les économistes et d'autres scientifiques depuis des décennies. Des recherches portant sur divers pays montrent que les taux de fécondité sont très étroitement liés au PIB par habitant, un PIB plus élevé allant de pair avec des taux de fécondité plus bas et l'éducation des femmes (Barro, 2000). Du point de vue historique, il est également clair que les taux de fécondité ont diminué avec l'augmentation des possibilités d'emploi pour les femmes et l'amélioration des salaires qui leur sont versés. Quand les coûts d'opportunité pour le temps des femmes sont plus élevés, les taux de fécondité ont tendance à être plus bas. De plus, les améliorations des technologies pour la santé des enfants ont accru les taux de survie des enfants, ce qui exerce une pression à la baisse sur les taux de natalité. L'existence de services de planification de la famille peut aussi être importante. Mais l'histoire montre que l'existence de tels services n'a pas été une condition nécessaire pour la transition de la fécondité.

Afin d'aller au-delà de ces liens entre la fécondité et l'accroissement de la population, il peut être utile de poser la question en tenant compte des causes déterminantes du désir des ménages d'avoir des enfants. Une fois que la question est posée de cette façon il devient clair, par exemple, que l'existence de contraceptifs et de services de planification de la famille peut être moins efficace là où les ménages veulent avoir plus d'enfants et préfèrent les grandes familles. De même, l'éducation des femmes, l'âge du mariage et le nombre des enfants sont des décisions qui seront vraisemblablement prises en commun et ne dépendront pas uniquement de l'éducation des femmes. Les facteurs qui déterminent le souhait d'avoir des enfants influenceront probablement aussi les décisions prises au sujet de l'éducation des enfants de sexe féminin. C'est dans ce cadre que les études les plus récentes se sont fondées sur liens entre la population, la pauvreté et les ressources environnementales pour expliquer la persistance de taux de fécondité et d'accroissement de la population élevés. Ce type d'analyse est essentiellement valable pour les économies rurales du genre des PMA où la majorité de la population vit en zone rurale et dépend d'une production agricole à faible rendement. On a coutume de penser que le travail agricole à forte intensité de travail dans ces circonstances engendre une forte demande de main-d'œuvre supplémentaire sous la forme de grandes familles. Avec l'épuisement des sources d'eau et de bois de feu dû à la dégradation de l'environnement, la demande d'enfants pouvant travailler augmente étant donné qu'il faut plus de temps pour aller chercher de l'eau, du bois de feu et d'autres matériaux pour la consommation d'énergie domestique (voir Bledso, 1994; Cleaver & Schreiber, 1994; Filmer & Prichett, 1996).

Une autre raison avancée pour expliquer les taux de fécondité élevés dans les économies rurales pauvres serait que lorsqu'il n'est pas possible d'accéder au capital et aux marchés d'assurances, les enfants peuvent être considérés comme une assurance pour la vieillesse et dans l'adversité (voir Cain, 1981; Cox & Jimenez, 1992). Par exemple, dans son étude sur des villages au Bangladesh et en Inde, Cain (1981) affirme que la diversité des expériences de fécondité peut être expliquée par les différences d'environnement comportant des risques d'une part, et l'inadéquation des assurances contre les risques d'autre part. Étant donné que les économies rurales dans des conditions environnementales très précaires doivent faire face à une très grande volatilité des revenus et de la consommation, Cain estime que la demande d'enfants, notamment de garçons, est élevée parce que les enfants sont considérés comme un moyen d'avoir une consommation plus régulière et comme une assurance vieillesse. Dans de telles conditions, on préconise d'introduire des programmes publics d'emploi pour réduire la volatilité des revenus et comme instruments possibles de politique démographique.

Ce qui précède ne devrait pas être considéré comme une explication exhaustive des taux de fécondité élevés dans les PMA. Divers éléments institutionnels, socioculturels et historiques doivent être inclus dans le contexte spécifique du pays. La pauvreté et la précarité environnementale sont toutefois manifestement des éléments importants de toute explication des hauts taux de fécondité dans les économies rurales. Dans de telles conditions, l'éducation des enfants, et plus particulièrement des fillettes, est susceptible d'être négligée par les ménages, même lorsque les installations et les services nécessaires existent dans les zones rurales.

Une autre boucle en retour importante sont les implications de hauts taux d'accroissement de la population pour l'amélioration des revenus et la pauvreté. Les éléments empiriques pour cet aspect sont très divers: d'aucuns ont observé une corrélation négative entre l'accroissement de la population, la croissance économique et la pauvreté, tandis que d'autres ont observé des liens positifs (voir National Research Council, 1986; Mauro, 1995, Eastwood & Lipton, 1999). Ces résultats d'études contradictoires sont dus au fait que les études ne font pas la différence entre des situations de pauvreté généralisée et des situations de pauvreté résiduelle. Dans les cas de pauvreté généralisée, où l'économie se caractérise par une faible productivité, de bas niveaux de stock de capital, il est plus vraisemblable que des taux d'accroissement de la population élevés conduisent à des revenus par habitant plus bas et à un plus haut degré de pauvreté. Comme nous l'avons relevé ci-dessus dans le contexte des PMA, des taux de fécondité élevés conduisent également à des rapports de dépendance économique élevés qui réduisent encore la capacité d'épargne de l'économie et son potentiel de croissance. En revanche, dans une économie technologiquement dynamique avec une productivité du travail élevée, l'accroissement de la population peut agir comme un stimulant de la croissance économique. Un tel effet peut résulter facilement, par exemple, des nouveaux modèles de croissance endogène, quand il est possible de démontrer qu'un accroissement plus considérable de la population peut stimuler la croissance économique en augmentant la demande de biens et de services. Dans des conditions de pauvreté généralisée un tel résultat serait toutefois très peu vraisemblable.

La boucle en retour suivante est l'impact de l'accroissement de la population sur les ressources environnementales. Une thèse dominante de la littérature existante est qu'un taux de fécondité élevé dans des pays à faible revenu conduit rapidement à une situation où la population croissante exerce des pressions sur la base de ressources, ce qui serait la principale cause tant de la dégradation de l'environnement que de la marginalisation ou de la pauvreté (voir, par exemple, Repetto & Holmes, 1983, et Perrings, 1991). Une telle évolution interviendrait à la fois directement et indirectement. Elle intervient directement quand l'accroissement rapide de la population conduit directement

---

*La pauvreté et la précarité environnementale sont toutefois manifestement des éléments importants de toute explication des hauts taux de fécondité dans les économies rurales. Dans de telles conditions, l'éducation des enfants, et plus particulièrement des fillettes, est susceptible d'être négligée par les ménages, même lorsque les installations et les services nécessaires existent dans les zones rurales.*

---

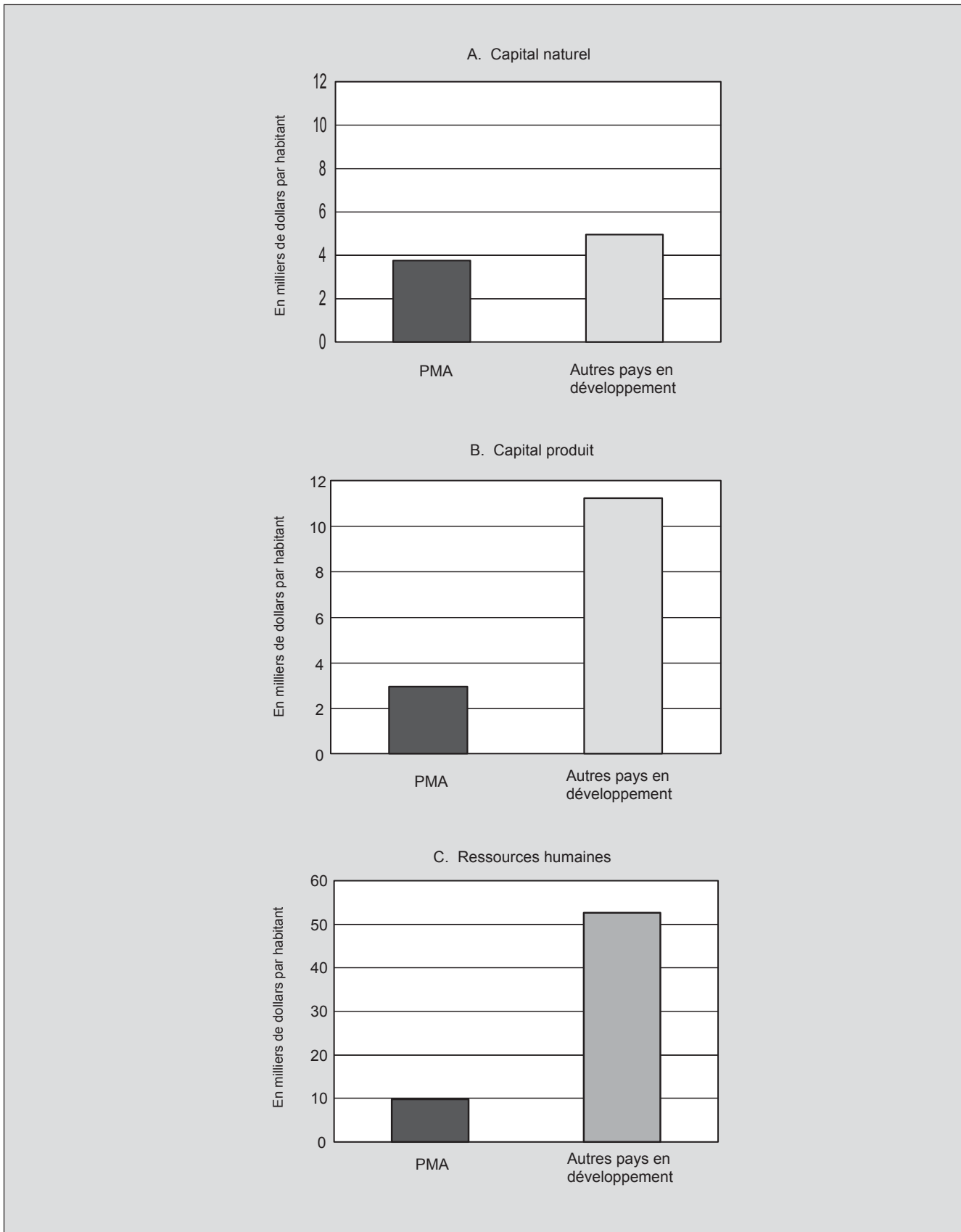


---

*Dans le contexte des PMA, des taux de fécondité élevés conduisent également à des rapports de dépendance économique élevés qui réduisent encore la capacité d'épargne de l'économie et son potentiel de croissance.*

---

GRAPHIQUE 26. RICHESSE PAR HABITANT DANS LES PMA ET DANS D'AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT EN 1994



Source : Kunte & coll. (1998).

Note : Calculs basés sur un échantillon de 24 PMA et de 46 autres pays en développement pour lesquels des données sont disponibles.

TABLEAU 24. INVESTISSEMENTS AGRICOLES ET INDICATEURS DE PRODUCTIVITÉ DANS LES PMA ET DANS D'AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1995–1998

	Consommation d'engrais <sup>a</sup>	Surfaces irriguées en % des terres cultivées	Tracteurs par hectares de terres arables	Terres arables par personne (hectares)	Valeur ajoutée agricole par hectare de terre agricole <sup>b</sup>
Total PMA <sup>c</sup>	115	8,5	0,09	0,24	203,8
PMA I	57	5,3	0,10	0,24	155,7
PMA II	206	13,0	0,07	0,23	291,2
Autres pays en développement	1 011	19,4	0,85	0,21	551,8

Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, sur la base de Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2001*, CD-ROM.

Note Les chiffres sont de simples moyennes. Les groupes de PMA I et de PMA II sont les mêmes que ceux du graphique 23. Le groupe des autres pays en développement est le même que celui du graphique 15. Pas de données disponibles pour les pays suivants: Bhoutan (tracteurs), Comores (tracteurs et terres irriguées), Djibouti (toutes les variables), Éthiopie (agriculture, valeur ajoutée), Lesotho (terres irriguées), Libéria (valeur ajoutée agricole), Myanmar (valeur ajoutée agricole), Somalie (valeur ajoutée agricole), République centrafricaine (terres irriguées) et Soudan (valeur ajoutée agricole).

a 100 grammes par hectare de terres arables.

b Données pour 1994 (l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles) en dollars É.-U. 1995 constant.

c 39 PMA, soit l'ensemble des PMA I et PMA II.

à la marginalisation et à la dégradation environnementale étant donné que la population active augmente plus rapidement que la demande, tandis que les pressions sur les ressources environnementales sont de plus en plus fortes. Elle intervient indirectement quand l'accroissement de la population conduit à une plus forte demande de produits alimentaires, ce qui conduit à l'adoption de politiques axées principalement sur la maximisation de la production alimentaire, éventuellement au détriment de l'environnement. Il est important de relever que dans les deux versions de cet argument, le lien entre l'accroissement de la population, d'une part, et la dégradation de l'environnement et la pauvreté, d'autre part, dépend de facteurs économiques plus globaux. Comme dans le cas de la croissance économique examiné ci-dessus, l'impact dépendra probablement de conditions économiques initiales et en particulier du fait que l'économie se caractérise par une pauvreté généralisée ou non. Dans une économie en développement technologiquement dynamique, où des processus rapides d'accumulation de capital et de changement structurel conduisent à des taux élevés de création d'emplois dans les secteurs non agricoles et simultanément à des taux élevés d'amélioration de la productivité agricole, la croissance n'a pas forcément des effets négatifs sur l'environnement et la pauvreté. Par contre, dans une économie où prévalent des conditions de pauvreté généralisée, où l'épargne et la productivité du travail sont faibles, tandis que la technologie stagne, l'accroissement de la population aura forcément des conséquences préjudiciables à l'environnement. Une fois de plus, c'est la combinaison de pauvreté généralisée et d'accroissement de la population qui est susceptible d'avoir de graves conséquences sur la dégradation de l'environnement.

Le point abordé ci-dessus mérite d'être souligné, car on croit souvent à tort que les problèmes environnementaux dans les PMA sont dus à la rareté des ressources environnementales par rapport à la dimension de la population. Par exemple, dans le contexte des PMA de l'Afrique subsaharienne, Pearce & Turner (1990: 47) affirment que « Dans le Sahel, il est difficile d'envisager le développement sans une augmentation des ressources naturelles ». L'expérience acquise porte à penser que les problèmes de développement dans les PMA en général, et dans les PMA de l'Afrique subsaharienne en particulier, sont en fait beaucoup moins dus à la rareté des ressources environnementales. Comme le montre le graphique 26, la principale différence entre les PMA et d'autres pays

---

*La dégradation forcée de l'environnement intervient là où un stock inadéquat de capital constitué par l'homme, une technologie stagnante, une pénurie de possibilités d'emploi et une incapacité de subvenir aux besoins humains fondamentaux, associés à un accroissement de la population, forcent l'économie dans une situation où pour survivre il faut entamer le patrimoine environnemental.*

---



---

*Beaucoup d'exemples de dégradation environnementale de l'agriculture dans les PMA – par exemple, déforestation, désertification et la dégradation des sols – sont étroitement liés à ce phénomène.*

---

en développement plus fructueux ne réside pas dans les bas niveaux de ressources environnementales par habitant; ce sont plutôt les niveaux extrêmement bas de formation de capital et de ressources humaines qui distinguent les PMA d'autres pays en développement. Cela est démontré encore plus clairement par le tableau 24, qui compare les terres arables par personne avec des indicateurs d'investissements et la productivité des terres agricoles dans les PMA avec la situation dans d'autres pays en développement durant la seconde moitié des années 90. Comme le montrent les terres arables par personne, tant le groupe des PMA 1 que celui des PMA II sont en moyenne mieux dotés que le groupe des autres pays en développement. Néanmoins, du point de vue d'indicateurs d'investissements tels que l'utilisation d'engrais, l'irrigation et l'emploi de tracteurs, les PMA, tout particulièrement dans le groupe des PMA I, accusent un retard considérable comparés au groupe des autres pays en développement. Un autre indicateur du sous-investissement dans l'agriculture des PMA est le très bas niveau de valeur ajoutée par hectare de terres arables dans les PMA par rapport au groupe des autres pays en développement (voir tableau 24).

Les problèmes environnementaux dans les PMA ne sont par conséquent pas dus à leurs bas niveaux de ressources environnementales par habitant. Ils seraient plutôt les résultats combinés de la pauvreté généralisée - bas niveaux de stocks de capital, bas taux d'apports nouveaux, taux élevés d'accroissement de population, le tout étant encore aggravé par la dégradation de l'environnement. Les caractéristiques des processus de dégradation de l'environnement dans les PMA ont été très bien décrits dans la littérature par ce qui a été appelé le processus de « dégradation forcée de l'environnement » (Karshenas, 1995). Selon l'auteur, la dégradation forcée de l'environnement interviendrait là où « un stock inadéquat de capital constitué par l'homme, une technologie stagnante, une pénurie de possibilités d'emploi et une incapacité de subvenir aux besoins humains fondamentaux, associés à un accroissement de la population, forcent l'économie à devenir un État où pour survivre il faut entamer le patrimoine environnemental » (ibid.: 754). Beaucoup d'exemples de dégradation environnementale de l'agriculture dans les PMA – par exemple, déforestation, désertification et la dégradation des sols – sont étroitement liés à ce phénomène.

Enfin, il convient de souligner que la pauvreté généralisée n'implique pas seulement des processus de dégradation environnementale, mais que la dégradation environnementale a d'importantes conséquences pour la pauvreté. Les pauvres sont plus gravement touchés par la dégradation environnementale, car ils manquent d'avoirs et sont par conséquent moins en mesure de se défendre eux-mêmes contre les dégâts environnementaux, et sont plus exposés à la pollution environnementale. Dans les économies agricoles à faible revenu les pauvres sont également plus directement dépendants de ressources naturelles de mauvaise qualité et de ressources naturelles précieuses. Malheureusement, quand la pauvreté est généralisée et quand la très grande majorité de la population se compose d'agriculteurs et de travailleurs agricoles pauvres, qui n'ont pas accès au capital et à d'autres sources d'emploi, la pauvreté et la dégradation environnementale deviennent les deux faces d'une même pièce.

## E. Conclusion

Dans la plupart des PMA, une grande partie de la population a un niveau de revenu qui n'est pas suffisant pour faire face aux besoins essentiels, et les ressources disponibles de l'économie, même si elles sont réparties équitablement, ne suffisent guère à pourvoir aux besoins essentiels de la population sur une base durable. Dans les sociétés où la pauvreté est ainsi

généralisée, les causes et les effets de la pauvreté doivent être compris d'une façon différente que dans les sociétés où la pauvreté absolue n'est pas omniprésente mais touche plutôt une partie minoritaire de la population. Ce chapitre a recensé trois particularités clés du lien entre la croissance économique et la pauvreté dans des situations de pauvreté généralisée. Premièrement, dans les sociétés où la pauvreté est généralisée, la croissance économique a des effets positifs particulièrement grands sur la réduction de la pauvreté, notamment de l'extrême pauvreté. Deuxièmement, dans les sociétés où la pauvreté est généralisée, le lien entre la croissance et la pauvreté est double. La croissance économique a une incidence sur l'ampleur et la gravité de la pauvreté. Troisièmement, dans les sociétés où la pauvreté est généralisée, la pauvreté est un obstacle majeur à la croissance économique.

---

*Dans les sociétés où la pauvreté est généralisée, le lien entre la croissance et la pauvreté est double.*

---

La pauvreté généralisée entrave la croissance économique de diverses façons. Les obstacles sont nombreux, mais ne diffèrent pas de ceux que des économistes du développement ont examinés dans les années 50 quand ils ont constaté qu'un piège d'équilibre de bas niveau peut résulter du manque de ressources intérieures disponibles pour financer des investissements. Deux autres formes d'influence importantes sont le lien entre la pauvreté généralisée et la dégradation de l'environnement, le lien entre la pauvreté généralisée et le financement insuffisant de biens et services publics, notamment de l'administration, du maintien de l'ordre public et de la conduite des affaires publiques en général.

C'est à cause de ces liens que la pauvreté généralisée a eu tendance à persister, ou à ne fléchir que très lentement, dans la plupart des PMA. Dans certains cas, les pays tombent dans une spirale descendante de régression économique, de stress social et de dégradation de l'environnement. L'instabilité et les conflits politiques peuvent facilement devenir une partie intégrante de la spirale descendante.

## Notes

1. De nombreuses publications étudient la façon dont la croissance économique a une incidence sur la pauvreté. Le débat récent sur ce sujet, et notamment le document souvent cité de Dollar & Kraay (2001) est centré sur la croissance économique et des indicateurs sélectionnés de la pauvreté durant des périodes correspondant à deux enquêtes successives auprès de ménages effectuées dans un pays donné. De tels travaux examinent en général le lien à court terme entre la croissance et la pauvreté, plutôt que le lien à long terme qui nous intéresse ici. Ces orientations différentes peuvent donner des résultats différents (voir Ahluwalia, 1976). Il convient également de noter, en tenant compte de la discussion du dernier chapitre, que les analyses périodiques peuvent susciter des doutes si la croissance de la consommation privée moyenne par habitant est évaluée sur la base de données des comptes nationaux et de données d'enquêtes effectuées auprès des ménages pour déterminer l'évolution de la pauvreté. Pour une revue critique des documents publiés récemment sur le lien croissance-pauvreté évalué en utilisant des enquêtes périodiques, voir Ravallion (2001).
2. Le terme « courbe de la pauvreté » n'est pas couramment utilisé dans les analyses nationales et internationales de la pauvreté. Anderson (1964) emploie ce terme en se référant à la courbe qui permet de déterminer la proportion de familles aux États-Unis ayant un revenu de moins de 3 000 dollars en fonction de l'évaluation du revenu moyen pendant la période 1947-1960. Son document est intéressant car il présente aussi des courbes de pauvreté pour des sous-groupes de la population américaine - rurale et urbaine, blancs et non-blancs - pendant cette période, en indiquant pourquoi des sous-groupes spécifiques peuvent ne pas suivre la tendance générale. Voir également Smolensky & coll. (1994) pour une discussion sur le lien entre la croissance et la pauvreté aux États-Unis durant la période 1963-1991 déterminé en utilisant la courbe de pauvreté d'Anderson.
3. Le graphique tient compte de toutes les observations disponibles pour 32 pays d'Afrique ou d'Asie durant trois décennies. Deux pays manifestement différents - l'Afrique du Sud et le Zimbabwe - ont été omis. L'échantillon figure dans le tableau 1 de l'annexe du dernier chapitre.

4. Cette inférence est dans la tradition d'études économiques qui ont cherché à déceler les schémas de développement à long terme, parmi lesquelles figurent les études de Chenery & Syrquin (1975), Chenery, Robins & Syrquin (1986), et Syrquin & Chenery (1989). Le lien entre la répartition du revenu et le développement a été un sujet central de ces études, mais le lien à long terme entre la pauvreté et le développement, qui est défini dans le présent Rapport en utilisant la courbe de la pauvreté n'a pas été analysé.
5. L'échantillon des autres pays en développement englobe tous les pays à bas niveau, à faible niveau, et à niveau intermédiaire de revenus pour lesquels il est possible de procéder à des évaluations de la pauvreté qui cadrent avec les comptes de la nation en utilisant les seuils internationaux de pauvreté de 1 dollar par jour et à 2 dollars par jour, et pour lesquels d'autres données utilisées dans ce chapitre sont disponibles. Le graphique 15 donne la liste des autres pays en développement.
6. Il convient de noter que cette classification est analytique plutôt que politique. Pour la liste des PMA de chaque groupe, voir graphique 15. Deux PMA d'Asie, le Myanmar et le Népal, ont été inclus dans le groupe des PMA pauvres bien que leurs indicateurs de pauvreté de 2 dollars par jour soient plus élevés que ceux d'autres membres de ce groupe.
7. C'est à peu près le même taux moyen de ressources financières intérieures disponibles par rapport au PIB que pour d'autres pays en développement durant la période 1995-1999 en général. Le taux pour 90 pays en développement, en excluant les PMA, était de 34,9 %.
8. Par définition, les dépenses de consommation finale des services publics englobent, comme dans Banque Mondiale, *Indicateurs de développement dans le monde*, toutes les dépenses courantes des services publics pour l'acquisition de biens et de services (y compris la rémunération des employés).
9. Ces données ont été converties aux taux de change officiel, qui tiennent assez bien compte des prix courants. Si l'on convertit ces chiffres en utilisant des taux de change de PPA on ne modifie pas la disparité entre les PMA et l'échantillon d'autres pays en développement, étant donné que les écarts entre les taux de change PPA et les taux de change officiels ne sont pas très différents dans les deux groupes de pays. Le rapport entre la PPA et les taux de change officiels pour les services dans les PMA n'est en moyenne différent que de 20 à 30 % comparé à celui de l'échantillon d'autres pays en développement, et dans les pays en développement ce rapport est d'une importance totalement différente comparé aux écarts entre les dépenses par habitant des PMA dont il a été question plus haut.
10. Nous remercions le Bureau du développement humain du PNUD à New York de nous avoir fourni ces données.
11. Pour une discussion récente qui traite de ce phénomène, voir Nafziger & Auvinen (2002). Les auteurs ont recensé un éventail de facteurs déterminants, mais ils ont relevé que « le facteur majeur qui est responsable de l'accroissement des cas d'urgence dans les années 90 est la stagnation du développement dans le monde et le déclin prolongé des revenus, principalement durant les années 80, et sa contribution à la désintégration et à l'effondrement de l'État ». (p. 159).
12. La classification en deux groupes de PMA est basée sur le chapitre 1, graphique 12. Les Îles Salomon et le Vanuatu n'ont pas été inclus dans l'échantillon, car aucune donnée sur les niveaux de pauvreté n'est disponible pour la fin des années 70.

## Bibliographie

- Ahluwalia, M.S. (1976). Inequality, poverty and development, *Journal of Development Economics*, 3: 307-342.
- Anderson, W.H.L. (1964). Trickle down: the relationship between economic growth and the extent of poverty among American families, *Quarterly Journal of Economics*, 78 (4): 511-524.
- Barro, R. (2000). Human capital and growth, *American Economic Review*, 91 (2): 12-17.
- Bledso, C. (1994). Children are like young bamboo trees: potentiality and reproduction in sub-Saharan Africa. In: Lindahl-Keissling, K. and Landberg, H., eds., *Population, Economic Development and Environment*, Oxford University Press, Oxford.
- Cain, M. (1981). Risk and insurance: perspectives on fertility and agrarian change in India and Bangladesh, *Population and Development Review*, 7 (3): 435-474.
- Chenery, H.B. and Syrquin, M. (1975). *Patterns of Development, 1950-1975*, Oxford University Press, London.
- Chenery, H.B., Robinson, S. and Syrquin, M. (1986). *Industrialization and Growth*, Oxford University Press, New York.



- Cleaver, K.M. and Schreiber, G.A. (1994). *Reversing the Spiral: the Population, Agriculture, and Environment Nexus in sub-Saharan Africa*, World Bank, Washington DC.
- CNUCED (1997). *Trade and Development Report - Globalization, Distribution and Growth*, United Nations publication, sales no. E.II.D.8, Geneva.
- CNUCED (2000). *The Least Developed Countries 2000 Report*, United Nations publication, sales no. E.00.II.D.21, Geneva.
- Collier, P. and Dollar, D. (2001). Can the world cut poverty in half? How policy reform and effective aid can meet International Development Goals, *World Development*, 29 (11): 1727-1802.
- Commission économique pour l'Afrique de l'ONU (1999). *Economic Report on Africa, 1999*, E/ECA/CM.24/3, Addis Ababa.
- Cox, D. and Jimenez, E. (1992). Social security and private transfers in developing countries: the case of Peru, *World Bank Economic Review*, 6 (1): 155-169.
- Dollar, D. and Kraay, A. (2001). Growth is good for the poor, Policy Research Working Paper No. 2587, World Bank, Washington DC.
- Eastwood, R. and Lipton, M. (1999). The impact of changes in human fertility on poverty. Department of Economics, University of Sussex.
- Filmer, D. and Pritchett, L. (1996). Environmental degradation and the demand for children, Policy Research Working Paper No. 1623, Policy Research Department, World Bank, Washington DC.
- FMI (2000). *World Economic Outlook, May 2000*, IMF, Washington DC.
- Hagdeviren, H., van der Hoeven, R. and Weeks, J. (2001). Redistribution does matter: redistribution for poverty reduction, paper presented at the WIDER Development Conference on Growth and Poverty, 25-26 May 2001, Helsinki, Finland.
- Hamilton, K. and Clemens, M. (1999). Genuine savings rates in developing countries, *World Bank Economic Review*, 13 (2): 333-356.
- Karshenas, M. (1995). Environment, technology and employment: towards a new definition of sustainable development, *Development and Change*, 25 (4): 723-756.
- Karshenas, M. (2001). Measurement and nature of absolute poverty in least developed countries, background report for *The Least Developed Countries Report 2002*, UNCTAD, Geneva.
- Kunte, A., Hamilton, K., Dixon, J. and Clemens, M. (1998). Estimating national wealth: methodology and results, Environmental Department Working Paper No. 57, World Bank, Washington DC.
- Liebenstein, H. (1957). *Economic Backwardness and Economic Growth: Studies in the Theory of Economic Development*, John Wiley, New York.
- Mauro, P. (1995). Corruption and growth, *Quarterly Journal of Economics*, 110 (3): 681-712.
- Messer, E. and Cohen, M.J. (2001). Shaping globalization for poverty alleviation and food security: conflict and food insecurity, mimeo, International Food Policy Research Institute (IFPRI), Washington DC ([http://www.ifpri.org/2020/focus08/focus08\\_12.htm](http://www.ifpri.org/2020/focus08/focus08_12.htm)).
- Nafziger, E.W. and Auvinen, J. (2002). Economic development, inequality, war, and state violence, *World Development*, 30 (2): 153-163.
- Narayan, D., Chambers, R., Shah, M.K. and Petesch, P. (2001). *Voices of the Poor: Crying out for change*, Oxford University Press, New York.
- National Research Council (1986). *Population Growth and Economic Development: Policy Questions*, National Academy of Sciences Press, Washington DC.
- Nelson, R.R. (1956). A theory of the low-level equilibrium trap, *American Economic Review*, 46: 48-90.
- OCDE/Banque mondiale (2001). *New Partnerships for Financing Development in the Least Developed Countries*, background paper for the Thematic Session on financing Growth and Development, Third United Nations Conference on the Least Developed Countries, Brussels, 14-20 May, 2001.
- Pearce, D.W. and Turner, R.K. (1990). *The Economics of Natural Resources and the Environment*, Harvester-Wheatsheaf, London.
- Perrings, C. (1991). Incentives for the ecologically sustainable use of human and natural resources in the drylands of sub-Saharan Africa: a review, World Employment Programme Research Working Paper, ILO, Geneva.
- Pyatt, G. (2001). An alternative approach to poverty analysis, with particular reference to poverty reduction strategies being developed in the context of the HIPC Initiative, background paper for *The Least Developed Countries Report 2002*, UNCTAD, Geneva.
- Ravallion, M. (2001). Growth, inequality and poverty: looking beyond the averages, *World Development*, 29 (11): 1803-1816.
- Ravallion, M. and Chen, S. (1997). What can new survey data tell us about recent changes in distribution and poverty?, *World Bank Economic Review*, 11(2): 358-382.
- Ravallion, M., Datt, G. and van de Walle, D. (1991). Quantifying absolute poverty in the developing world, *Review of Income and Wealth*, 37: 345-361.

- Repetto, R. and Holmes, J. (1983). The role of population in resource depletion in developing countries, *Population and Development Review*, 9 (4): 155-172.
- Schultz, T.P. (2002). Why governments should invest more to educate girls, *World Development*, 30 (2): 207-225.
- Smolensky, E., Plotnick, R., Evenhouse, E. and Reilly, S. (1994). Growth, inequality, and poverty: a cautionary note, *Review of Income and Wealth, Series 40* (2): 217-222.
- Stewart, F. and Fitzgerald, E.V.K. (eds.) (2000). *War and Underdevelopment*, vols. 1 and 2, Oxford University Press, Oxford.
- Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) (2000). *SIPRI Yearbook 2000 – Armaments, Disarmament and International Security*, Oxford University Press, Oxford.
- Syrquin, M. and Chenery, H.B. (1989). Patterns of development, 1950-1983, World Bank Discussion Paper No. 41, World Bank, Washington DC.